

18.06.2026



LEMIAG

Le 254

250

En Bourse

l'heure de vérité

L'empire du cash ou le naufrage programmé de l'économie formelle

**FACTURE
ENERGETIQUE**

**LA TUNISIE
QUI GAGNE**

CULTURE

Palimpseste et anticipation

TALENTS & REUSSITES
MANAGERS 'S CORNER
MEMENTO
CULTURE
LIFESTYLE
REGARDS CROISES





التجاري بنك
Attijari bank

Croire en vous

إننت أقوى

La force d'une entreprise en pleine croissance réside dans ses partenaires de confiance

Attijari bank est votre soutien inconditionnel à chaque étape de votre voyage entrepreneurial.

À Attijari bank, nous comprenons les défis auxquels toutes les petites et moyennes entreprises sont confrontées. C'est pourquoi nous nous engageons à être là pour vous avec des solutions adaptées et un accompagnement personnalisé. Nous vous offrons des formations gratuites, un réseau solide pour le networking, et surtout, une épaule sur laquelle vous pouvez compter.

www.attijaribank.com.tn

EDITO 01
Tunisie 2026, l'heure de vérité face au chaos mondial

Moyens de Paiements 02
L'empire du cash ou le naufrage programmé de l'économie formelle

Fuite des cerveaux 03
Pourquoi les compétences tunisiennes envisagent-elles de quitter l'Europe ?

MEMENTO 04

- Secteur
- Entreprise
- Droit Des Affaires
- Le Guide
- Lexique



LA TUNISIE QUI GAGNE 05
Anissa Najjar : L'IA au service d'une nouvelle frontière pour la mobilité étudiante

CULTURE 06
Le réveil de l'héritage andalou : Quand le patrimoine devient levier d'attractivité urbaine

BRUIITS et CHUCHOTEMENTS 07
Pourquoi la facture énergétique pèse-t-elle sur l'économie tunisienne ?

ENNAKL

A U T O M O B I L E S



S'ENGAGER AUJOURD'HUI POUR BÂTIR DEMAIN



ENVIRONNEMENTAL



SOCIAL



GOVERNANCE

ENNAKL
OCCASIONS



PORSCHE



ENNAKL
AUTOMOBILES

Tunisie 2026, l'heure de vérité face au chaos mondial



L'économie tunisienne navigue en eaux troubles. Entre un budget 2026 déjà caduc et une économie informelle qui s'accapare près de 40 % de l'activité, le pays subit de plein fouet les soubresauts d'un

monde sans boussole. Pourtant, derrière l'urgence budgétaire, des gisements de résilience comme le projet de Tozeur dessinent les contours d'une possible renaissance structurelle.

1. Le déni budgétaire face à la réalité du marché

La Loi de Finances (LF) 2026 semble être née sous une mauvaise étoile. Construite sur des hypothèses de croissance optimistes et un cours du pétrole sous-évalué, elle se heurte déjà à la volatilité d'un baril flirtant avec les 100 dollars. L'expert Ridha Chkoundali est formel : le dérapage est inévitable. Sans une « loi d'urgence financière », l'État risque de piloter un navire dont les soutes sont vides, alors que 93 % des recettes sont déjà englouties par des dépenses rigides (salaires, service de la dette).

2. L'hémorragie du cash : une économie hors radar

Le signal le plus alarmant ne vient pas des ministères, mais de la rue. La masse monétaire circulant en dehors des banques atteint désormais 18 % du PIB. Cette « désinstitutionnalisation » massive témoigne d'une rupture de confiance profonde. Lorsque le cash devient roi, la politique monétaire s'émousse et l'informel prospère, transformant le respect de la loi en handicap économique pour les entreprises structurées.

3. L'onde de choc : la Tunisie sans bouclier énergétique

Dans un contexte de fragmentation géopolitique, la fermeture potentielle de détroits stratégiques n'est plus une hypothèse d'école. Pour la Tunisie, chaque hausse du prix de l'énergie agit comme un multiplicateur de vulnérabilité. Faute de marges de manœuvre, le pays ne peut plus

amortir les chocs ; il les encaisse directement, pénalisant son industrie et son pouvoir d'achat.

4. Tozeur et l'axe africain : les nouveaux horizons

Pourtant, des signaux faibles indiquent une mutation. Le projet industriel et logistique de Tozeur, axé sur l'extraction de lithium, symbolise une volonté de repositionnement. En regardant

vers le corridor subsaharien et en misant sur la souveraineté solaire, la Tunisie tente de desserrer l'étau d'une dépendance européenne devenue risquée. Le salut passera par cette capacité à transformer une position géographique subie en un hub stratégique entre l'Europe et l'Afrique.



Kiosque Numérique

HORS-SÉRIES



LEMAG

WEBMAG



REVUES, ÉTUDES
ET DOCUMENTS

La Tunisie |

L'empire du cash ou le naufrage programmé de l'économie formelle



L'économie tunisienne ne circule plus, elle s'évapore. En l'espace de douze mois, la masse monétaire fiduciaire a bondi de 22 à 28,2 milliards de dinars, représentant désormais près de 18 % du PIB. Cette explosion du «cash», loin d'être un signe de vitalité, témoigne d'une désinstitutionnalisation profonde. Entre réformes législatives sabordées

et expansion du secteur informel, le pays s'enfonce dans une zone grise où la Banque Centrale perd la main et où la fraude devient l'unique stratégie de survie compétitive. Le suicide assisté des instruments de paiement légaux

La disparition progressive du chèque n'est pas le fruit du hasard, mais d'une réforme qui a tourné au fiasco. En supprimant l'aspect

pénal pour les transactions inférieures à 5 000 dinars — soit plus de 90 % du flux national — le législateur a transformé cet outil de garantie en un simple «morceau de papier». Résultat : l'usage du chèque s'est effondré, passant de 50 % à seulement 7 % des moyens de paiement. Ce vide abyssal a été instantanément comblé par le numéraire, réhabilitant des pratiques que l'on croyait révolues, comme l'achat de fonds de commerce ou de biens immobiliers avec des sacs de billets noirs.



« La Tunisie doit choisir entre un programme de réformes assumé ou un modèle où l'économie réelle se dissout dans le cash. »

L'institutionnalisation fiscale de l'informel

Au lieu de resserrer l'étau autour de l'économie de l'ombre, les récentes orientations budgétaires semblent l'avoir légitimée. L'extension des régimes forfaitaires — permettant de s'acquitter d'une somme dérisoire pour éviter tout contrôle fiscal pendant trois ans — agit comme une prime à la dissimulation. «Qui dit forfait dit fraude», alertent les économistes. Cette asymétrie crée une distorsion de concurrence mortifère : une pâtisserie industrielle exportatrice avec 400 salariés déclarés se retrouve acculée au déficit, incapable de rivaliser avec des unités clandestines sans aucune charge sociale ou fiscale.



« Chaque hausse de 1 % du secteur informel entraîne une hausse de 0,18 % du cash en circulation. »



« En Tunisie, la vraie banque centrale... c'est le souk informel. »

La neutralisation de la Banque Centrale

L'étude de Jerbi, Schneider et Abdenmour (2026) est sans appel : 39 % du PIB tunisien échappe désormais aux radars officiels. Pour l'autorité monétaire, le constat est alarmant. Avec près de 40 % de l'activité économique opérant hors circuit bancaire, les leviers classiques tels que le taux directeur deviennent inopérants. Les acteurs de l'informel vivent dans un univers parallèle, déconnecté des décisions de la place de Tunis. Le cash n'est plus un simple fluide, c'est un vote de

défiance massif contre l'État et ses institutions.

Le choix de la dernière chance

La Tunisie se trouve à la croisée des chemins. Maintenir ce modèle hybride revient à accepter la dissolution de l'économie réelle dans l'opacité du cash. Sortir de cette spirale exige des mesures impopulaires mais vitales : plafonnement strict des paiements en espèces, restauration de la traçabilité immobilière et réhabilitation urgente de la sécurité juridique des moyens de paiement. Sans un nouveau contrat social fondé sur la transparence, la conformité restera, hélas, un handicap mortel pour les entrepreneurs intègres.

en bref

- **Explosion du Cash** : La masse de billets en circulation a bondi de 22 à 28,2 milliards de dinars en un an (15-18% du PIB), un niveau jugé inquiétant par les experts.
- **Sabotage Réglementaire** : Trois décisions publiques (réforme ratée du chèque, suppression de la traçabilité immobilière, extension du forfait fiscal) sont directement responsables de cette dérive.
- **Économie de l'Ombre** : L'informel représente désormais 39% du PIB tunisien, créant une boucle auto-entretenu où le cash nourrit l'informel et vice-versa.
- **Politique Monétaire Neutralisée** : La Banque Centrale perd le contrôle sur près de 40% de l'économie, rendant les ajustements de taux directeur inefficaces sur ce segment.
- **Asphyxie du Formel** : Les entreprises transparentes (ex: pâtisserie exportatrice de 400 salariés) deviennent déficitaires face à des concurrents informels sans charges, transformant la conformité en handicap compétitif.



HORS-SÉRIE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Tunisie

Budget 2026 |

Face au chaos géopolitique, l'économiste Ridha Chkoundali appelle à une «loi d'urgence financière»



La guerre au Moyen-Orient bouleverse les équilibres économiques mondiaux, l'économiste Ridha Chkoundali alerte : «On ne peut se limiter à la mesure sur le pain de son, il faut une loi d'urgence financière pour sauver ce qui peut l'être».



« On ne peut se limiter à la mesure sur le pain de son, il faut une loi d'urgence financière pour sauver ce qui peut l'être. »

Des hypothèses budgétaires dépassées

La loi de finances 2026 a été bâtie sur deux piliers fragiles : une croissance de 3,3 % et un prix du baril de pétrole fixé à 63,3 dollars. Or, selon les dernières estimations du FMI, la Tunisie ne dépasserait pas 2,1 % de croissance, voire moins si le conflit se prolonge.

La Tunisie fait face à une crise budgétaire majeure en 2026. L'économiste Ridha Chkoundali alerte que les hypothèses de croissance (3,3%) et de prix du pétrole (63,3\$) sont rendues irréalistes par la

guerre au Moyen-Orient. Avec des recettes fiscales inatteignables et un déficit aggravé, il préconise l'adoption immédiate d'une "loi d'urgence financière" pour remplacer un budget désormais caduc.

Quant au pétrole, il pourrait frôler les 100 dollars, entraînant une explosion des dépenses publiques.

Des recettes fiscales impossibles à atteindre

Avec une croissance en berne, l'État ne pourra pas collecter les 47,8 milliards de dinars de recettes fiscales prévues. « Il est très difficile, voire impossible, d'atteindre ce montant », souligne Chkoundali. Le déficit budgétaire risque donc de s'aggraver, rendant caduc le schéma adopté par le Parlement.

« Il est très difficile, voire impossible, d'atteindre le montant de 47,8 milliards de dinars de recettes fiscales. »

Vers une loi de finances complémentaire... ou plus

Face à ces déséquilibres, un simple ajustement budgétaire ne suffira pas. L'économiste plaide pour une loi de finances complémentaire afin de corriger les hypothèses erronées, mais surtout pour une loi d'urgence financière. Celle-ci devrait prévoir plusieurs scénarios

et mobiliser une cellule de crise autour du Président, composée des meilleures compétences tunisiennes.

Des choix politiques douloureux

Les solutions envisagées par le gouvernement – comme le recours au FMI, la réduction des recrutements publics ou le report de projets – apparaissent inévitables. Mais elles sont politiquement sensibles : hausse des prix des carburants, gel des salaires, inflation galopante... autant de mesures qui menacent la paix sociale et mettent en tension les engagements présidentiels.

« Seule une stratégie d'urgence, lucide et courageuse, permettra de limiter les dégâts d'une crise qui dépasse nos frontières. »

Ridha Chkoundali prévient : « La Tunisie ne peut se contenter de mesures symboliques. Seule une stratégie d'urgence, lucide et courageuse, permettra de limiter les dégâts d'une crise géopolitique qui dépasse ses frontières ».

A.B.A

en bref

- **Alerte Économique** : L'économiste Ridha Chkoundali juge le budget 2026 irréaliste face à l'impact de la guerre au Moyen-Orient.
- **Hypothèses Caduques** : La croissance prévue (3,3%) est surestimée par rapport aux projections du FMI (2,1%) et le baril (63,3\$) risque d'exploser vers 100\$.
- **Recettes Fiscales Impossibles** : L'État ne pourra pas collecter les 47,8 milliards de dinars prévus, aggravant le déficit.
- **Solution Proposée** : Chkoundali appelle à une « loi d'urgence financière » et une cellule de crise autour du Président, plutôt qu'une simple loi complémentaire.
- **Risque Social** : Les mesures inévitables (hausse carburants, gel salaires) menacent la paix sociale et les engagements politiques.

Tunisie |

L'eau et l'énergie sous le choc du Brent à 100\$



tunisienne, dont 96 % dépend du gaz naturel. Au cœur de cette tourmente financière, les opérateurs publics de l'eau — SONEDE, ONAS et SECADENORD — voient leurs équilibres vaciller. Véritables ogres énergétiques, ils consomment annuellement 815 GWh, soit plus de 4 % de la demande nationale.

815 GWh

**Consommation
annuelle
des opérateurs
d'eau**

1. Un gaspillage énergétique et financier indéfendable

La situation actuelle confine à l'absurde : la Tunisie importe du gaz au prix fort pour produire de l'électricité destinée à pomper de l'eau dans des réseaux dont le taux de fuite atteint 35%. À la SONEDE, l'énergie représente déjà

Alors que le baril de Brent franchit la barre symbolique des 95 dollars en ce mois de mai 2026, la Tunisie se retrouve prise en étau. L'équation est implacable : le prix

du gaz importé d'Algérie étant structurellement indexé sur les cours pétroliers, chaque envolée du baril gonfle mécaniquement le coût de production de l'électricité

28 % du coût de revient de l'eau potable. Pour la SECADENORD, ce ratio grimpe à 34 %. Maintenir ce modèle revient à subventionner l'inefficacité. Pourtant, une issue existe, chiffrée et techniquement maîtrisée : l'autoproduction photovoltaïque.

2. Le solaire : un rendement public sans équivalent

L'investissement dans le photovoltaïque (PV) ne relève plus du choix écologique, mais de l'urgence comptable. Avec un coût de 1 800 TND/kWc, les indicateurs de rentabilité sont spectaculaires. Pour la SONEDE, un investissement de 506 MDT permettrait d'économiser 225 MDT par an, soit un retour sur investissement (ROI) inférieur à trois ans. L'ONAS suit la même trajectoire avec un ROI similaire.



Peu d'infrastructures publiques offrent une telle capacité d'autofinancement à court terme.

3. Les verrous de l'inertie administrative

Si la technologie est prête et les lignes de financement internationales disponibles, pourquoi ce surplace ? Le blocage n'est ni technique, ni

financier, il est politique. Entre une gouvernance éclatée, l'absence d'études de faisabilité par site et une tarification de l'eau déconnectée du réel, le Nexus Eau-Énergie reste une intention sans pilote. Chaque mois de retard aggrave la dette des opérateurs et hypothèque la réhabilitation urgente des 12 000 km de réseaux vétustes. Sortir du "tout-déclaratif" pour entrer dans l'exécution est désormais une question de souveraineté nationale.





HORS-SÉRIE



L'Entreprise Digitale

Souveraineté financière |

L'Afrique lance l'assaut contre le diktat des agences de notation



Le paysage financier continental est en pleine effervescence. Sous l'impulsion conjointe de l'Union Africaine (UA) et de la Banque Africaine de Développement (BAD), le projet de création de l'Agence Africaine de Notation de Crédit (ACFRA) passe de l'ambition à la stratégie opérationnelle. Plus qu'une simple institution technique, l'ACFRA se veut le fer de lance d'une émancipation

économique face au triumvirat Moody's, Fitch et S&P.

1. Briser le plafond de verre de la gouvernance mondiale

Pour l'Union Africaine, l'enjeu est clair : affirmer la position du continent dans l'architecture financière globale. Actuellement,

les décisions souveraines de financement sont suspendues aux verdicts d'agences occidentales dont les modèles sont souvent jugés déconnectés des spécificités du terrain. L'ACFRA vise à restaurer une forme de justice évaluative en proposant une notation qui ne soit plus une sanction, mais un reflet fidèle des capacités réelles de remboursement des États et des entreprises africaines.

«La création de l'Agence africaine de notation de crédit représente une étape cruciale pour affirmer la position de l'Afrique en matière de gouvernance financière mondiale.» (Union Africaine)

2. Le diagnostic de l'inadaptation : sortir du «cercle vicieux»

Yemi Kale, économiste en chef chez Afreximbank, pointe une faille structurelle : la méconnaissance des nuances locales. Là où les modèles standards voient une anomalie de marché, il existe souvent des dynamiques sociales ou territoriales qui stabilisent l'économie réelle. En qualifiant quasi systématiquement les actifs africains de «haut risque», les agences traditionnelles imposent des primes de risque prohibitives. Ce renchérissement du crédit augmente mécaniquement les probabilités de défaut, validant a posteriori des prédictions initialement biaisées.

3. Vers une méthodologie de la transparence et de la preuve

Le défi majeur reste l'acceptabilité internationale. Pour rivaliser avec les mastodontes historiques ou la récente agence européenne Scope Ratings, l'ACFRA devra transformer l'essai de la crédibilité. La stratégie repose sur une transparence méthodologique totale. Comme l'indique Yemi Kale, l'exemple de l'Asie prouve qu'un bloc régional peut imposer ses propres grilles de lecture. En démontrant la pertinence de ses indicateurs adaptés, l'Afrique entend forcer les investisseurs globaux à reconnaître une réalité économique plus nuancée et, in fine, plus juste.

«Les agences traditionnelles appliquent des critères conçus pour leurs propres économies, qualifiant presque automatiquement les pays africains de pays «à haut risque», ce qui justifie des taux d'intérêt plus élevés.» (Adapté de Yemi Kale)



CONTACT US →

WMC
Lemag



Tozeur 2026 |

L'éveil d'un géant industriel et logistique au Sahara



Longtemps cantonnée à son image de carte postale oasienne et à l'excellence de sa Deglet Nour, la région de Tozeur amorce un virage stratégique sans précédent. Sous l'impulsion de nouveaux projets structurants, le Sud-Ouest tunisien ne veut plus seulement être une destination touristique, mais s'imposer comme un pôle industriel de haute technologie et un carrefour logistique continental majeur.

Lithium : Le pari de la souveraineté technologique au Chott El Gharsa

L'octroi d'un permis de recherche de substances minérales à la multinationale koweïtienne Gulf Care Company Branch Tunisia, officialisé dans le JORT du 3 avril 2026, marque une rupture historique. Ce permis, baptisé « Chott El Gharsa », cible le 4ème

groupe des substances minérales : le sel. Mais l'enjeu dépasse largement le simple chlorure de sodium. Les saumures de la région recèlent du lithium, le « pétrole blanc » de la transition énergétique.

Contrairement aux concessions héritées de l'ère coloniale, ce contrat impose une condition sine qua non : la transformation locale. En cas de découverte confirmée, une unité industrielle

sera implantée directement à Tozeur. Cette clause met fin à des décennies de sous-exploitation économique, rappelant le contentieux symbolique de la COTUSAL, et garantit enfin un transfert de technologie réel pour le pays.



« Ériger le district du sud-ouest en pôle économique diversifié et consolider son statut de Porte d’Afrique. »

Hazoua : La nouvelle porte du commerce transsaharien

Parallèlement à cette mue industrielle, Tozeur active son levier géographique. Le poste frontalier de Hazoua change de dimension. Autrefois simple point de passage pour les voyageurs (1,2 million en 2024), il devient un hub commercial stratégique intégré à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf).



« Sortir du modèle du “franc symbolique” pour entrer dans l’ère de la souveraineté technologique. »

Dès mai 2026, un investissement public de 4,4 MDT permettra l’aménagement de 2 500 hectares dédiés aux activités logistiques. L’objectif est limpide : créer un corridor continental reliant les pays enclavés du Sahel (Niger, Tchad, Burkina Faso) aux ports méditerranéens de la Tunisie.



« Le contrat prévoit, en cas de découverte, la transformation du permis en une unité industrielle implantée dans la région. »

Diversification : S’émanciper de la dépendance européenne

Cette stratégie témoigne d’une volonté politique de rééquilibrage. En érigeant Tozeur en « Porte d’Afrique », la Tunisie cherche à réduire sa dépendance structurelle vis-à-vis de l’Union européenne, qui capte encore 70 % de ses échanges. En misant sur les ressources minérales à haute valeur ajoutée et la logistique transfrontalière, le district du Sud-Ouest devient le laboratoire d’une Tunisie résolument tournée vers le Sud.



- À ne pas rater
- ✓ HEBDO
 - ✓ HORS-SERIES
 - ✓ DOCUMENTS - RAPPORTS
 - ✓ COLLECTIONS

CONTACT US ➔

Phone Number: **+216. 71 962 775**

Website: **webmanagercenter.com**





HORS-SÉRIE

Un Thème

une édition exceptionnelle



Découvrez notre collection exclusive

Géopolitique du Gaz |

Le Transmed face au défi du TSGP, la Tunisie sous pression



Par la Rédaction — Le destin énergétique du Maghreb se joue entre rumeurs de rupture et réalités infrastructurelles. Alors que l'Algérie propulse son mégaprojet transsaharien (TSGP), la

Tunisie doit naviguer entre sa dépendance historique au Transmed et l'impératif d'une mutation vers les énergies de demain. La rumeur du «Grand Contournement» : Un séisme diplomatique ?

Dans les couloirs feutrés de la diplomatie maghrébine, une ombre plane sur la «lune de miel» entre Alger et Tunis. Des bruits persistants suggèrent une volonté de l'Algérie de fermer le mythique gazoduc **Enrico Mattei (Transmed)** au profit du futur **Gazoduc Transsaharien (TSGP)**.

13
Milliards \$
Financement global
du projet TSGP.

Si l'information relève encore de la guerre informationnelle visant à chahuter l'axe Saïed-Tebboune, elle soulève une question existentielle pour Tunis : l'Algérie sacrifiera-t-elle le transit tunisien pour économiser des redevances et favoriser des routes directes ?

“Le Transmed ne doit plus être un simple tuyau de gaz, mais le futur corridor de l'hydrogène et de l'électricité entre l'Afrique et l'Europe.”

TSGP : L'ambition d'un géant à 13 milliards de dollars

Le calendrier est désormais gravé dans le marbre : février 2026 a marqué le coup d'envoi décisif, pour une mise en service prévue en 2029. Ce serpent d'acier de 4 130 km, reliant les gisements du Nigéria à la Méditerranée via le Niger et l'Algérie, n'est pas

qu'un simple tuyau. Avec une capacité de 30 milliards de m³ par an, il redéfinit la cartographie énergétique mondiale. Pour Alger, c'est l'outil d'une hégémonie retrouvée ; pour Pékin, une «urgence» stratégique de diversification ; pour Rome, la clé de son futur statut de hub européen.

En 2022, la Tunisie a perçu 600 millions de dollars de redevances sur le Transmed, couvrant ainsi les deux tiers de sa consommation nationale.”

La dépendance tunisienne: Une vulnérabilité à 600 millions de dollars

Pour la Tunisie, le Transmed est bien plus qu'une infrastructure : c'est un poumon économique. En 2022, les redevances (entre 5,25 et 6,75 % du gaz transitant) ont injecté 600 millions de dollars dans les caisses de l'État, couvrant au passage 66 % de la consommation nationale de gaz. Une fermeture sèche ne serait pas seulement une perte financière de 1,369 milliard TND ; ce serait un arrêt cardiaque énergétique obligeant le pays à des importations coûteuses depuis la Libye ou l'Europe.

“L'Algérie impose sa réputation de fournisseur stable et fiable, devenant une urgence stratégique pour des puissances comme la Chine.”

Mutation obligatoire : De la molécule à l'électron

L'avenir du Transmed ne réside peut-être plus dans le gaz naturel conventionnel. Pour survivre, ce corridor doit muter. L'Algérie et l'Italie voient déjà plus loin : l'acheminement d'hydrogène vert, d'ammoniac et d'électricité. La Tunisie, de son côté, dispose d'un joker : le projet ELMED. Cette interconnexion sous-marine avec l'Italie, prévue pour 2029, pourrait transformer la vulnérabilité actuelle en une opportunité de devenir un acteur majeur du renouvelable, à condition d'accélérer massivement ses investissements structurels.

66 %
Part du gaz tunisien
provenant
de la redevance
Transmed.

Autoroute Bousalem-frontière algérienne |

Le naufrage d'un projet vital



Le constat présidentiel sur l'inertie des grands chantiers publics trouve une illustration accablante dans le dossier de l'autoroute Bousalem-Frontière algérienne.

Entre études redondantes, opacité administrative et arbitrages manqués, ce projet stratégique de 2,5 milliards de dinars

s'enlise dans un labyrinthe procédural, repoussant son horizon de livraison à 2040.

Le syndrome des « études éternelles »

Le diagnostic est posé au plus haut sommet de l'État : la multiplication des études de faisabilité technico-économique sert trop souvent de paravent à

l'immobilisme ou à la protection d'intérêts occultes. Le tronçon Bousalem-Frontière algérienne (75 km) est le cas d'école de cette pathologie administrative. Alors que les études étaient déclarées finalisées en 2016 sous le mandat de Mohamed Salah Arfaoui, le dossier semble être entré dans une boucle temporelle. Dix ans plus tard, le discours officiel n'a pas bougé d'un iota, invoquant de nouveau des « études en stade avancé ».

Le tracé de la discorde : l'échec de la concertation

En 2016, l'affichage du tracé initial avait soulevé une levée de boucliers légitime. Une soixantaine d'agriculteurs de la zone Balta-Bouaouane dénonçaient un « tracé Nord » destructeur pour les oliveraies et les terres irriguées. Face à l'absence de concertation préalable, les riverains proposaient un « tracé Sud », plus court de 8 km et économiquement plus rationnel. Ce blocage, né d'un manque de dialogue entre les ministères de l'Équipement et de l'Agriculture, a plongé le projet dans un black-out total pendant une décennie.

«L'étude fin prête en 2016... contestée par des agriculteurs réclamant le retour au tracé sud.»

en bref

- **Investissement massif** : Un budget de 2,5 milliards de dinars pour seulement 75 km de liaison.
- **Inertie décennale** : Des études bouclées en 2016 mais relancées sans justification claire en 2026.
- **Conflit foncier** : Le « tracé Nord » est contesté par les agriculteurs pour son impact sur les terres fertiles.
- **Lenteur administrative** : Un cycle de réalisation estimé à 15 ans, portant l'ouverture à l'horizon 2040.
- **Enjeu géopolitique** : Ce retard bloque l'achèvement de l'autoroute trans-maghrébine (3 500 km).

« La Tunisie semble avoir choisi de rater ce mégaprojet. »

Horizon 2040 : La Tunisie à la traîne du Trans-Maghrébin

Le 18 avril 2026, l'actuel ministre Slah Zouari a annoncé l'intégration du projet au plan de développement 2026-2030. Pourtant, cette annonce masque une réalité brutale. Selon les cycles standards des grands projets en Tunisie (études, financement, exécution), l'infrastructure ne serait opérationnelle qu'en 2040. Ce délai de trente ans pour 75 km de bitume est un signal désastreux pour l'intégration régionale. En retardant ce dernier lot de l'autoroute trans-maghrébine, classée parmi les trente plus grands projets mondiaux, la Tunisie risque de se marginaliser durablement au sein d'un axe économique pourtant vital.

Nouveau AUTOMOBILE 2025

Thermique,
Hybride,
Électrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com



Pourquoi la facture énergétique pèse-t-elle sur l'économie tunisienne ?



Rien n'est sûr, tout circule. Cette semaine, les couloirs bruissent de chiffres têtus, de signaux faibles et de quelques idées qui voyagent plus vite que les communiqués. Le réel s'invite partout; l'imaginaire, lui, n'est jamais très loin.

Tunisie

1. Les tableaux de l'INS soufflent le chaud et le froid : au premier trimestre, les exportations grimpent à 16,3 milliards de dinars, mais le déficit commercial s'élargit à 5,23 milliards. Derrière

le rideau, l'énergie pèse encore près de 3 milliards à elle seule.

2. À la BCT, un autre écran rassure sans convaincre tout à fait : les recettes touristiques dépassent 1,6 milliard de dinars, les revenus du travail montent à 2,4 milliards, et les réserves couvrent 101 jours d'importation. Mais le cash en circulation gonfle encore de 18%.

3. Dans le Sud, le signal vient de Kébili : les travaux de la conduite de gaz entre Saïdane et Douz sont lancés sur 95 km, avec un

raccordement annoncé pour 2027. Ici, la transition avance par tuyaux, bien plus que par slogans.

International

1. À Washington, le FMI voit déjà la file se former : au moins douze pays pourraient demander un nouveau soutien à cause du choc énergétique lié à la guerre au Moyen-Orient. Le message du Fonds est net : aide ciblée, surtout pas subventions à l'aveugle.

2. Bruxelles a ouvert sa plateforme d'achats groupés de minerais critiques. L'idée est simple : faire négocier les acheteurs européens en meute pour réduire une dépendance à la Chine qui peut atteindre 90% sur certaines chaînes. Premiers résultats annoncés en septembre.

3. Chez ASML, le thermomètre de l'IA ne baisse pas : le groupe relève sa prévision 2026 à 36-40 milliards d'euros, porté par une demande de puces qui court plus vite que l'offre. En coulisse, les restrictions vers la Chine restent le vrai caillou dans la chaussure.

International imaginaire (scénarios plausibles, non confirmés)

1. Et si quelques capitales du Golfe testaient, loin des micros,

un rail de paiement énergétique partiellement hors dollar ? Rien d'annoncé. Mais entre sanctions, guerre et fatigue des circuits classiques, l'idée n'a plus rien de folklorique.

2. Des financiers murmurent déjà qu'un "club discret" du cobalt pourrait prendre forme entre Afrique centrale et industriels occidentaux. Pas pour affoler les cours, plutôt pour les discipliner sous couvert de souveraineté, de traçabilité et de chaîne propre.

3. Dans certains think-tanks méditerranéens, une vieille note reviendrait sur la table : un pacte Maghreb-Europe mêlant énergie, logistique portuaire et sécurité alimentaire. Très technique, peu bavard, mais potentiellement redoutable s'il sort un jour des tiroirs.

en bref

- **Indice en hausse :** L'indice de référence progresse de 0,8 % à 15 724,51 points, portant la performance annuelle à +16,9 %.
- **Volumes historiques :** Le marché a drainé 317,7 MD, un niveau exceptionnel dopé par des transactions de blocs.
- **Le phénomène SOTUVER :** 4 transactions de blocs sur SOTUVER (211 MD) ont propulsé le titre, qui capte 221,5 MD de capitaux sur la semaine (+6,9 %).
- **Top Performance Tech :** TELNET HOLDING signe la plus forte hausse (+19,3 %) devant SOTETEL (+19 %).
- **Plus fortes baisses :** CIMENTS DE BIZERTE chute de 11 % et SIAME recule de 8,3 %.

RADIO
DIASPORA
TUNISIA



Dr. Lobna Karoui

Dr. Tawfik Jelassi

invité
**DR. TAWFIK
JELASSI**

La Diplomatie à l'Ère du
Digital Exponentiel

Dans notre spéciale série « Nos Ambassadeurs de l'Excellence », nous vous dévoilons le parcours inspirant de Dr. Tawfik Jelassi, Ancien Doyen de l'École internationale de management des Ponts et Chaussées, Ancien ministre Tunisien et depuis Juillet 2021, sous-directeur générale de communication et d'informations de UNESCO.



Retrouvez toutes nos publications numériques



Et plus encore...

Quand le monde cherche la paix, notre économie cherche encore son exécution



Le monde retient son souffle devant un possible accord au Moyen-Orient : Washington et Téhéran discutent d'une prolongation de cessez-le-feu de 60 jours, mais l'escalade au Liban menace déjà d'en fragiliser la portée. En Tunisie, cette semaine économique raconte une autre tension : des réserves de change qui remontent, mais un cash qui explose ; des secteurs exportateurs solides, mais dépendants ; des plans de

réforme ambitieux, mais trop souvent prisonniers de l'inertie.

Le Pouls de la Tunisie: une résilience macroéconomique minée par l'informel

La BCT affiche un signal rassurant : 25,5 milliards de dinars de réserves, soit 105 jours d'importations. Mais derrière ce coussin extérieur, l'économie du

cash atteint 29,68 milliards de dinars, en hausse de 24 %. C'est le cœur du paradoxe tunisien : le pays gagne en visibilité extérieure, mais perd en traçabilité intérieure. **Même constat dans l'agriculture:** les marchés de gros attendent depuis vingt ans une réforme pourtant financée, tandis que les circuits parallèles dictent les prix du couffin. Ce n'est pas une crise de production, mais une crise de gouvernance, de logistique et de digitalisation.

L'Onde de Choc Internationale : si le Moyen-Orient respire, la Tunisie doit se préparer

Un accord durable au Moyen-Orient pourrait calmer les prix de l'énergie, rassurer les marchés et fluidifier le commerce maritime, notamment autour du détroit d'Ormuz. **Mais l'équilibre reste fragile** : l'incursion israélienne au Liban et les tensions autour du Hezbollah compliquent les efforts diplomatiques.

Pour la Tunisie, l'enjeu est clair : chaque détente géopolitique est une fenêtre d'opportunité. Moins de pression sur les hydrocarbures, c'est moins de stress sur le déficit énergétique, l'inflation importée et les finances publiques. Mais une opportunité internationale ne sert à rien sans capacité locale d'exécution.

Résilience et Prospective : la Tunisie doit passer de la survie à la transformation

Les centres d'appels montrent la voie et l'alerte : l'interdiction française du démarchage non consenti menace surtout les petites structures de télévente, mais pousse tout le secteur vers l'IA, le multilinguisme et les services à plus forte valeur ajoutée.

Le climat impose la même logique. Avec une CDN 3.0 estimée à 55 milliards de dollars, la Tunisie ne peut plus traiter l'adaptation climatique comme un dossier environnemental secondaire.

Eau, agriculture, sécurité alimentaire, infrastructures: c'est un plan de souveraineté économique.

Face au Maroc plus offensif sur l'industrialisation verte et à l'Algérie protégée par sa rente énergétique, la Tunisie n'a qu'un avantage décisif possible : la qualité d'exécution.

Le Verdict du Rédacteur: la paix mondiale ne

remplacera pas les réformes nationales

Si le Moyen-Orient trouve un compromis, la Tunisie gagnera du temps. Mais elle ne gagnera pas son avenir.

Le vrai risque n'est pas seulement la guerre ailleurs. C'est l'immobilisme ici. Une économie qui accumule les plans, les financements et les diagnostics sans transformer ses circuits, ses marchés et son administration finit par confondre résilience et stagnation.

Le message aux décideurs est simple : la Tunisie n'a plus besoin d'annonces. Elle a besoin d'exécution.

en bref

- **Paradoxe monétaire** : Les réserves de change grimpent à 25,5 milliards de dinars (105 jours d'importations), mais le cash en circulation bondit de 24 % à 29,68 milliards.
- **Inertie agricole** : La réforme des marchés de gros est bloquée depuis 20 ans malgré des financements disponibles, favorisant les circuits parallèles.
- **Répit géopolitique** : Les discussions pour un cessez-le-feu de 60 jours au Moyen-Orient pourraient alléger la facture énergétique de la Tunisie, sous réserve d'une stabilisation au Liban.
- **Transition sectorielle** : L'interdiction du démarchage téléphonique en France force les centres d'appels tunisiens à intégrer l'IA et à monter en gamme.
- **Urgence CDN 3.0** : Le plan d'adaptation climatique tunisien requiert 55 milliards de dollars pour garantir la souveraineté alimentaire et hydrique du pays.

+31 % depuis janvier, pourquoi rien ne semble pouvoir arrêter la Bourse de Tunis en 2026



Malgré un net tarissement des volumes d'échanges, la place de Tunis confirme son insolente santé printanière. Porté par ses compartiments clés,

l'indice de référence s'offre un rallye hebdomadaire qui consolide sa trajectoire record depuis le début de l'année.

I. Un découplage haussier sur fond de volumes restreints

La semaine boursière du 25 au 29 mai 2026 restera marquée

par un phénomène technique remarquable sur la place de Tunis: une appréciation robuste des indices en dépit d'une contraction drastique de la liquidité. Le Tunindex a bondi de 2,75 % pour s'établir à 17 669,81 points, hissant sa performance depuis le 1er janvier à un niveau spectaculaire de 31,37 %. Dans son sillage, le Tunindex20 s'adjuge 2,66 % à 7 730,75 points (soit +30,43 % en variation annuelle).

Ce dynamisme, bien que privé de la moitié de ses volumes habituels avec des capitaux traités en recul de 48,30 % à 37,39 MDT, démontre une concentration stratégique des flux. Les investisseurs ont opéré des arbitrages ciblés, consolidant le momentum haussier à court et moyen terme sur les plus fortes capitalisations de la cote.

II. Le triumvirat sectoriel dicte le rythme

Le marché a pu compter sur ses piliers traditionnels pour maintenir le cap. La hausse hebdomadaire a été vigoureusement arbitrée par trois secteurs moteurs :

- Les matériaux de base (+3,44 %), en tête des allocations sectorielles.
- Le secteur bancaire (+3,21 %), qui retrouve une forte traction institutionnelle.
- Les sociétés financières (+3,03 %), complétant ce podium de tête.

À l'inverse, d'autres composantes du marché ont montré des signes d'essoufflement relatifs. Les services financiers (+0,99 %) ainsi que les produits ménagers et de soins personnels (+1,67 %) signent les progressions les plus modestes de la période, illustrant une sélectivité accrue des opérateurs.

III. Stock Picking : Entre envolées bancaires et pressions vendeuses

Au tableau des performances individuelles, la BH Bank s'impose comme le leader incontesté de la semaine, signant une envolée de 15,55 % qui distance largement la tendance globale.

Le hard-discount et le secteur papetier suivent cette trajectoire ascendante avec Monoprix (+9,35 %) et SOTIPAPIER (+7,96 %).

Du côté des arbitrages défavorables, la pression vendeuse s'est cristallisée sur un trio de valeurs en correction de plus de 8 % : BH Assurances (-8,78 %), SIPHAT (-8,46 %) et SOMOCER (-8,33 %). Du côté de la liquidité pure, les "Blue Chips" continuent de polariser l'attention. SOTUVER s'impose comme la valeur la plus active en drainant à elle seule 4,20 MDT, suivie par Amen Bank (3,61 MDT) et Poulina Group Holding (3,16 MDT).

en bref

- **Performance historique :** Le Tunindex clôture à 17 669,81 points, enregistrant une hausse de 2,75 % sur la semaine et +31,37 % depuis le début de l'année 2026.
- **Avis de faiblesse sur la liquidité :** Les capitaux traités s'effondrent de 48,30 % à 37,39 MDT, limitant la moyenne quotidienne à 7,48 MDT.
- **Moteurs sectoriels :** Le marché a été tracté par les matériaux de base (+3,44 %), les banques (+3,21 %) et les institutions financières (+3,03 %).
- **Volatilité des valeurs :** BH Bank signe la performance majeure de la semaine (+15,55 %), à l'opposé de BH Assurances qui lâche 8,78 %.
- **Ancrage des Blue Chips :** SOTUVER confirme son attractivité institutionnelle en dominant les échanges de la cote avec 4,20 MDT injectés.

Trois mois pour apprendre que battre le marché est plus difficile qu'acheter des actions



Le portefeuille boursier expérimental de WMC a clôturé la compétition MyInvestia le 28 mai 2026 avec une performance de +13,89 %, atteignant une valeur de 56 943 DT. Classé 377e sur 14 143 participants (Top 2,7 %), ce résultat repose sur une stratégie d'analyse fondamentale combinée à l'utilisation de l'intelligence artificielle.

À première vue, le bilan peut sembler contrasté.

D'un côté, le portefeuille termine dans le Top 2,7 % national et dégage une plus-value de près de 7 000 DT sur un capital initial de

50 000 DT. De l'autre, il reste en retrait par rapport au Tunindex, qui clôturé la période sur une progression de 16,84 %.

Mais ce constat ne raconte qu'une partie de l'histoire.

Car l'objectif réel de cette expérience n'était pas uniquement de gagner un concours virtuel. Il s'agissait surtout de tester, dans des conditions proches du marché réel, une méthode de gestion fondée sur l'analyse fondamentale, les publications officielles de la BVMT, la discipline de portefeuille et l'assistance de l'intelligence artificielle.

Trois mois de marché, trois phases distinctes

La compétition a débuté début mars dans un environnement encore hésitant.

La première phase fut celle de la construction du portefeuille. Les arbitrages se sont concentrés sur les valeurs les plus liquides et les plus solides de la cote : banques, industrie, leasing et consommation.

La deuxième phase, entre avril et la première quinzaine de mai, a constitué le véritable moteur de performance. Plusieurs lignes se sont distinguées, notamment SOTUVER, dont le parcours restera le principal succès du portefeuille. Entrée autour de 16 DT, la valeur a dépassé temporairement les 30 DT avant de clôturer à 29 DT. À elle seule, elle a représenté plus de la moitié de la performance globale. D'autres titres ont également contribué positivement : Amen Bank, Poulina Group Holding, Arab Tunisian Lease, One Tech ou encore TPR.

La troisième phase fut plus délicate. Après les assemblées générales et les détachements de dividendes, le marché tunisien est progressivement entré dans une

logique de prises de bénéfices. À l'approche de l'Aïd et de la période estivale, les volumes se sont contractés et la dynamique haussière a perdu de son intensité. C'est dans ce contexte que la décision a été prise de liquider progressivement la majorité des positions afin de préserver les gains accumulés.

Une leçon de gestion avant tout

Cette expérience rappelle une réalité souvent oubliée : la performance ne se construit pas uniquement grâce au choix des bonnes valeurs.

Elle dépend aussi de la capacité à gérer le risque, à accepter les corrections et à protéger les gains lorsque le cycle de marché s'essouffle.

Les derniers jours de compétition l'ont démontré. Alors que le portefeuille avait dépassé les 59 000 DT au plus haut, les corrections de marché ont rapidement effacé une partie des gains latents. La décision d'augmenter fortement les liquidités a permis d'éviter une dégradation plus importante du classement final.

L'intelligence artificielle comme copilote, pas comme pilote

L'un des enseignements les plus intéressants concerne l'utilisation

de l'intelligence artificielle dans la gestion de portefeuille.

L'IA s'est révélée particulièrement utile pour :

- analyser rapidement les publications financières ;
- identifier les tendances sectorielles ;
- comparer les performances relatives ;
- produire des scénarios d'arbitrage.

En revanche, elle ne remplace ni le jugement humain ni l'expérience du marché. Les décisions les plus importantes sont restées celles prises face aux réalités psychologiques du marché : euphorie, prises de bénéfices,

gestion du timing et discipline de sortie.

Un premier test concluant

Avec une performance de près de 14 % en trois mois et une place dans le premier centile supérieur des participants, cette première expérience peut être considérée comme un succès.

Plus encore que le résultat chiffré, elle valide une méthode : diversification, discipline, suivi permanent des fondamentaux et utilisation raisonnée de l'intelligence artificielle comme outil d'aide à la décision.

La compétition s'achève.

L'apprentissage, lui, ne fait que commencer.

en bref

- **Valeur finale et gain net :** Le portefeuille WMC termine la compétition MyInvestia à 56 943 DT, soit une plus-value de près de 7 000 DT sur une mise initiale de 50 000 DT.
- **Classement national :** Une performance de +13,89 % qui positionne WMC à la 377e place sur 14 143 participants, s'inscrivant dans le Top 2,7 % des meilleurs gestionnaires.
- **Sous-performance relative :** Le portefeuille reste en deçà du Tunindex (+16,84 %), un écart assumé en raison d'un profil de gestion axé sur la gestion du risque plutôt que sur la spéculation pure.
- **Le pivot SOTUVER :** Véritable locomotive du portefeuille, le titre est passé de 16 DT à 29 DT, représentant à lui seul plus de 50 % de la performance globale de l'équipe.
- **Rôle de l'IA :** L'intelligence artificielle a excellé dans l'analyse financière rapide et la génération de scénarios, mais s'est effacée derrière le jugement humain pour la gestion du timing et de la discipline de sortie.

Les 10 leçons

1. Le marché récompense la patience

Les meilleures performances n'ont pas été réalisées en quelques séances mais sur plusieurs semaines. Les gains les plus importants sont venus des titres conservés suffisamment longtemps pour laisser jouer leur potentiel.

2. La diversification reste la première protection

Répartir les investissements entre banques, industrie, leasing, technologie et consommation a permis d'amortir les périodes de volatilité et de limiter les erreurs individuelles.

3. Les résultats financiers restent le principal moteur des cours

Les hausses les plus significatives ont suivi les publications annuelles, les perspectives de croissance et les annonces stratégiques des entreprises.

4. Les dividendes créent des opportunités... mais aussi des pièges

La saison des AGO et des dividendes soutient généralement le marché. Mais une fois les dividendes détachés, les prises

de bénéfices peuvent rapidement inverser la tendance.

5. Savoir vendre est plus difficile que savoir acheter

L'une des principales difficultés de l'investisseur est de sécuriser ses gains avant que le marché ne corrige. Plusieurs titres ont démontré qu'une partie importante des plus-values peut disparaître en quelques séances.

6. La liquidité est une arme stratégique

Conserver des liquidités permet de saisir rapidement de nouvelles opportunités et de réduire le risque lorsque les conditions de marché se détériorent.

7. Les meilleures valeurs ne sont pas toujours les plus médiatisées

Le grand gagnant du portefeuille a été SOTUVER. Une valeur industrielle discrète qui a largement surperformé de nombreux titres plus populaires.

8. L'intelligence artificielle améliore l'analyse mais ne remplace pas le jugement

L'IA accélère le traitement de l'information, identifie des tendances et aide à comparer

les scénarios. La décision finale reste toutefois une responsabilité humaine.

9. Le calendrier boursier compte autant que les fondamentaux

Résultats annuels, assemblées générales, dividendes, fêtes religieuses, vacances d'été : autant d'événements qui influencent fortement le comportement des investisseurs.

10. Préserver le capital est aussi important que générer de la performance

La dernière phase de la compétition a confirmé une règle essentielle : une bonne gestion consiste autant à protéger les gains accumulés qu'à rechercher de nouvelles performances.

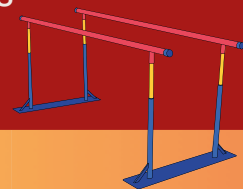
Conclusion

En trois mois, le portefeuille WMC a progressé de 13,89 %, terminant dans le Top 2,7% des 14.143 participants. Plus qu'un classement, cette expérience confirme qu'une gestion disciplinée, fondée sur les fondamentaux, le contrôle du risque et l'utilisation intelligente des outils d'analyse, demeure la clé de la performance durable.

Des Chiffres

39 %

L'économie parallèle domine . 39 % du PIB tunisien échappe aux circuits officiels. Ce niveau illustre l'ampleur de l'informel. Il fragilise les recettes fiscales et l'efficacité des politiques publiques.



58 %

Déclarations CNSS insuffisantes

Seulement 58 % des salaires ont été déclarés à la CNSS en 2025. Ce taux met en lumière l'ampleur des défaillances déclaratives. Une faiblesse qui pèse sur le financement de la protection sociale.



60 %

La percée du paiement électronique

En avril 2026, 60 % des paiements versés à la CNSS ont été effectués par voie électronique. Cette progression témoigne de l'accélération de la digitalisation. Un levier essentiel pour réduire le cash.



808 000

Près de 19 % du parc immobilier est vacant, soit environ 808 000 logements. Pourtant, l'accès à la propriété reste difficile pour la classe moyenne. Un décalage majeur entre l'offre et la demande solvable.



58/100

Une stabilisation fragile

Le score global WMC attribué à la Tunisie une note de 58/100. Le diagnostic évoque une stabilisation mais sans consolidation durable. Les vulnérabilités extérieures et énergétiques restent élevées.



La dépendance à l'Europe - Près de 71,5 % des exportations tunisiennes sont destinées à l'Union européenne. Cette concentration rend l'économie vulnérable au ralentissement européen. Un risque majeur pour la croissance.



Fuite des cerveaux |

Pourquoi les compétences tunisiennes envisagent-elles de quitter l'Europe ?



La dégradation socio-économique en Europe (pouvoir d'achat, montée de l'extrême droite) pousse des compétences tunisiennes à envisager

un retour. Pour l'expert Adel Ben Youssef, ce mouvement dépend de la reconstruction urgente par la Tunisie de ses trois piliers fondamentaux:

l'éducation, la santé publique et les infrastructures de transport modernes, essentiels pour retenir et attirer les talents.

La Tunisie continue de perdre ses compétences, mais un phénomène plus discret apparaît: l'idée du retour. Pour le Pr Adel Ben Youssef, ce mouvement est directement lié à la dégradation du climat socio économique européen.

« Il y a aujourd'hui une crise du pouvoir d'achat en Europe qui touche même les classes moyennes qualifiées. Les universitaires eux mêmes n'arrivent plus à vivre avec un seul salaire. Beaucoup se disent: quitte à vivre sous pression, autant être près de sa famille. »

La montée de l'extrême droite, le durcissement des politiques migratoires et la précarisation du marché du travail modifient profondément l'attractivité du continent.

La «Vision» des fondamentaux de la Tunisie de l'indépendance, ce sont l'école, l'hôpital public et les infrastructures de transport. Tant que ces trois piliers ne sont pas consolidés, aucune stratégie économique ne peut tenir.»

Dans ce contexte, certains Tunisiens envisagent un retour, d'autres se tournent vers des régions en croissance — Afrique subsaharienne, Golfe, Asie — tandis qu'une partie cherche à contribuer à distance.

Mais pour que ce retour devienne une dynamique durable, la Tunisie doit reconstruire ses fondamentaux, ceux qui ont fait sa force depuis l'indépendance: l'éducation, la santé et le transport.

« Les fondamentaux de la Tunisie de l'indépendance, ce sont l'école, l'hôpital public et les infrastructures de transport. Tant que ces trois piliers ne sont pas consolidés, aucune stratégie économique ne peut tenir. »

Éducation : restaurer le socle du capital humain

Le système éducatif, longtemps moteur de la mobilité sociale, souffre aujourd'hui de sous investissement et d'un décalage croissant avec les besoins économiques.

Pour le Pr Ben Youssef, c'est un enjeu vital :

Santé : un service public à réhabiliter

La fuite des médecins et la saturation des hôpitaux

fragilisent un secteur qui fut l'un des plus performants de la région. Un réinvestissement massif est indispensable pour restaurer la confiance.

«Il y a aujourd'hui une crise du pouvoir d'achat en Europe qui touche même les classes moyennes qualifiées. Les universitaires eux-mêmes n'arrivent plus à vivre avec un seul salaire.»

Transport : la condition de toute transition économique

Le transport public, négligé depuis des années, est devenu un frein à la productivité et à la transition énergétique.

Le Pr Ben Youssef rappelle : « Sans un réseau de transport moderne et fiable, aucune politique industrielle ou énergétique ne peut réussir. »

Un triptyque indispensable pour retenir — et faire revenir — les compétences

Pour lui, la Tunisie doit revenir à l'essentiel : former, soigner et assurer la mobilité via des moyens de transport performants.



« Notre capital humain est notre seule vraie richesse. Si l'école s'affaiblit, tout le reste s'effondre. »

Ce sont les trois conditions pour retenir les talents, attirer les investissements, réduire les inégalités et reconstruire un modèle de développement cohérent.

« Le retour des compétences n'est pas un rêve. C'est une possibilité réelle, si nous recréons les conditions qui ont fait la force de la Tunisie de l'indépendance. »

A.B.A

en bref

- **Crise européenne :** La dégradation du pouvoir d'achat en Europe, touchant même les cadres et universitaires, réduit l'attractivité du continent pour les talents tunisiens.
- **Climat hostile :** La montée de l'extrême droite et le durcissement des politiques migratoires en Europe favorisent l'idée d'un retour ou d'une expatriation vers d'autres régions (Golfe, Afrique).
- **Piliers à reconstruire :** Le retour durable des compétences est conditionné par la réhabilitation urgente de trois fondamentaux en Tunisie : l'éducation, la santé et le transport public.
- **Capital Humain :** L'éducation est identifiée comme la « seule vraie richesse » de la Tunisie, nécessitant un réinvestissement massif pour éviter l'effondrement global.
- **Condition Économique :** Aucune stratégie industrielle ou énergétique ne peut réussir sans un réseau de transport moderne et fiable, frein actuel à la productivité.



CONTACT US →

WMC
Lemag



Anissa Najjar |

L'IA au service d'une nouvelle frontière pour la mobilité étudiante



un futur choisi, elle insuffle une dynamique de "capacitation" (empowerment) chez les jeunes tunisiens aspirant à une mobilité internationale.



« L'ambition, c'est la volonté d'aller au-delà de sa situation actuelle pour construire le futur que l'on souhaite vraiment. »

L'IA : Le saut technologique de Success Study

Le passage imminent sous l'enseigne Success Study marque un pivot stratégique majeur : l'automatisation intelligente. Là où les agences classiques s'enlisent dans la gestion manuelle des dossiers, la plateforme d'Anissa Najjar utilise l'IA pour analyser les skills, le profil académique et les contraintes budgétaires en temps réel. Cette technologie propriétaire permet non seulement une personnalisation extrême de l'orientation, mais garantit surtout une scalabilité indispensable pour séduire les investisseurs. L'objectif

Entre résilience personnelle et vision technologique, la fondatrice d'Ambition Study (future Success Study) bouscule les codes de l'EdTech en Tunisie. En intégrant l'intelligence artificielle au cœur de l'accompagnement académique, elle transforme un parcours souvent anxiogène en un levier de réussite structuré et scalable. Portrait d'une dirigeante qui place l'impact social au sommet de la performance économique.

L'ambition comme moteur de transformation

Pour Anissa Najjar, l'ambition n'est pas une simple posture, c'est une stratégie de mouvement. À la tête d'Ambition Study, elle déploie une vision où le point de départ géographique ou social ne doit plus dicter la destination professionnelle. Sa startup ne se contente pas de conseiller ; elle sécurise des trajectoires de vie. En redéfinissant l'ambition comme la volonté de construire

est limpide : traiter un volume croissant de demandes sans sacrifier la précision chirurgicale de l'accompagnement.

« Notre différenciation majeure repose sur l'automatisation intelligente via l'IA : la plateforme traite chaque demande de manière autonome. »

Une gouvernance axée sur la performance et l'humain

La structure interne de la startup reflète la rigueur de sa fondatrice. Avec une équipe aux rôles strictement définis — entre direction commerciale, community management et analyse de marché — la gouvernance repose sur la transparence et la réactivité. Anissa Najjar incarne

également une figure de proue de l'entrepreneuriat féminin en Tunisie, prônant un management collaboratif et résilient. Pour elle, l'innovation ne se mesure pas seulement en lignes de code, mais en emplois créés et en barrières sociales brisées.

Vers une expansion internationale et une levée de fonds

Déjà labellisée, la startup entre dans une phase d'accélération. La stratégie de croissance repose sur quatre piliers : traction, automatisation par la data, rentabilité optimisée et ROI attractif. En centralisant l'ensemble de la chaîne de valeur — de l'admission au logement jusqu'au visa — Success Study réduit la fragmentation du marché. La prochaine étape ? Une levée de fonds stratégique pour financer la R&D en IA et propulser le modèle tunisien sur l'échiquier international.

en bref

- **Rebranding** : Ambition Study évolue et devient Success Study pour marquer son accélération.
- **Innovation** : Intégration massive de l'IA pour automatiser l'orientation et réduire les erreurs humaines.
- **Modèle «All-in-one»** : Une solution unique regroupant admission, visa, logement et installation.
- **Vision Féminine** : Un management résilient et collaboratif, moteur de l'écosystème EdTech tunisien.
- **Objectif Financier** : Recherche d'investisseurs stratégiques pour l'expansion géographique et la R&D.

Nouveau
AUTOMOBILE
2025

Thermique,
Hybride,
Electrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com



RADIO DIASPORA TUNISIA

**UN INVITÉ,
UN PARCOURS,
UNE RÉUSSITE
INSPIRANTE**

La voix
des talents tunisiens
à l'international



Tunisair |

L'embellie technique face au mur de la dette



Le transporteur national tunisien amorce un redressement opérationnel avec l'ambition de mobiliser 16 appareils d'ici juin. Mais derrière ce retour progressif en piste, le spectre d'un passif de 2 600 millions de dinars menace d'asphyxier toute velléité de reprise durable

sans une restructuration structurelle radicale.

1. Le pari de l'urgence : stabiliser pour survivre

Après des mois de turbulences marquées par un décrochage capacitaire critique, Tunisair tente de reprendre de la hauteur. Sous l'impulsion du ministère du Transport, une feuille de route de sortie de crise se dessine : passer

d'une flotte active de 12 avions aujourd'hui à 16 unités dès le mois de juin. Ce déploiement repose sur une stratégie de "réanimation" technique, incluant la remise en service d'appareils cloués au sol et la réparation urgente de moteurs sur des Airbus A320 et A330. L'enjeu est immédiat : restaurer une crédibilité commerciale évaporée au gré des retards chroniques. Si la ponctualité semble s'être stabilisée ces quinze derniers jours, ce répit reste fragile.

“Atteindre une flotte de 21 avions est le seuil indispensable pour permettre à Tunisair de couvrir ses charges.”

2. Cap sur 2026 : la quête de la taille critique

Pour le gouvernement, le salut de la "Gazelle" passe par un effet de seuil mathématique. L'objectif est d'atteindre 21 aéronefs à l'horizon 2026, en combinant 18 appareils en propre et 3 locations avec option d'achat. Selon les analyses prospectives, cette taille de flotte est la condition sine qua non pour couvrir les charges fixes et absorber les coûts d'exploitation. Loin de toute logique d'expansion agressive, il s'agit d'une opération de survie visant à retrouver un outil industriel capable de répondre à la demande minimale du marché sans faillir techniquement.

2,6 milliards de passif

3. Le gouffre financier : 2,6 milliards de raisons de s'inquiéter

Toutefois, la mécanique ne saurait occulter l'arithmétique. Tunisair traîne un boulet financier colossal : 2 600 millions de dinars de dettes accumulées. Ce passif abyssal

coupe la compagnie des circuits de financement classiques, transformant chaque besoin de trésorerie en défi étatique. De plus, l'opacité comptable persiste ; le rattrapage des états financiers pour la période 2023-2025 n'est attendu qu'en 2026. Sans transparence sur ses bilans, Tunisair reste dans une zone de turbulences qui paralyse toute vision stratégique de long terme.

“L'écart entre la remontée technique de la flotte et le redressement réel de l'entreprise demeure abyssal.”

4. Une crise systémique qui dépasse les cockpits

Le mal est profond et contamine l'ensemble du groupe. Du catering au handling (assistance au sol), en passant par le transport régional, c'est tout l'écosystème Tunisair qui est en souffrance. Le redressement de la compagnie mère ne pourra faire l'économie d'une réforme globale de ses filiales. Si la remontée technique de la flotte est un signal positif, elle n'est que le traitement des symptômes. La guérison, elle, passera par une restructuration financière et humaine sans précédent, dans un ciel méditerranéen où la concurrence ne laisse aucune place à l'improvisation.

en bref

- **Remontée de la flotte :** Tunisair prévoit de passer de 12 à 16 avions opérationnels d'ici juin grâce au retour d'appareils de maintenance.
- **Objectif 2026 :** Le plan stratégique vise une flotte cible de 21 avions (dont 3 en location) pour assurer la viabilité économique.
- **Performance :** Le ministère du Transport rapporte une amélioration ponctuelle de la ponctualité (aucun retard sur 15 jours).
- **Fardeau financier :** La compagnie reste plombée par une dette massive de 2 600 millions de dinars.
- **Crise du groupe :** Les difficultés touchent l'ensemble de l'écosystème, incluant les filiales de handling, catering et transport régional.

SUPPLEMENT

JUIN 2026 LE 254

SALAIRES



L'ÉQUATION SALARIALE TUNISIENNE

SMIG
SMAG

SALAIRES DANS LA
FONTION PUBLIQUE

**AUGMENTATIONS
SALARIALES DANS
LE PRIVÉ (2026-
2028)**

FONCTION PUBLIQUE

SECTEUR PRIVE

**FREE
DOSSIER**

EXCLUSIVE

Toutes les augmentations
salariales

www.webmanagercenter.com



01010101010

L'ÉQUATION SALARIALE TUNISIENNE



Le paradoxe du pansement: une revalorisation sous haute tension budgétaire

La Tunisie vient de franchir un cap social décisif. Par une salve de décrets datés du 30 avril 2026, l'exécutif a scellé une augmentation généralisée des revenus touchant aussi bien les fonctionnaires que les ouvriers agricoles. Pourtant, derrière l'affichage politique d'un soutien au pouvoir d'achat, se cache une ingénierie de la prudence. Entre

étalement triennal et absorption fiscale, cette réforme ressemble davantage à une stratégie de stabilisation qu'à un véritable moteur de relance. Analyse d'un arbitrage sur le fil du rasoir.

Une architecture de la progressivité pour éviter le choc

L'élément saillant de cette séquence ne réside pas dans l'ampleur des chiffres, mais dans leur étalement chronologique. Le choix d'une trajectoire 2026-

2028 témoigne d'une volonté de lisser l'impact sur les finances publiques et la compétitivité des entreprises. Dans la fonction publique, les hausses oscillent entre 90 et 120 dinars, souvent injectées via des primes pour préserver le salaire de base de certains effets de bords. Pour le privé, la hausse cumulée de 15,8 % sur trois ans offre une visibilité bienvenue aux employeurs, tout en tentant de rattraper une inflation qui a durement érodé les budgets familiaux.

Le SMIG et le SMAG : un signal social sous contrôle

La revalorisation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) et du Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) suit cette même logique de "correction graduée". Avec un SMAG passant de 21,336 dinars en 2026 à 23,520 dinars en 2028, l'État envoie un message aux travailleurs les plus précaires. Cependant, cette hausse reste défensive : elle vise à maintenir la paix sociale sans pour autant engager le chantier structurel de la productivité agricole ou de la formalisation de l'économie informelle.

L'illusion du brut face à la pression fiscale

C'est ici que le bât blesse. L'analyse économique, portée notamment par Ridha Chkandali, met en lumière un phénomène d'évaporation : une part substantielle des augmentations brutes sera captée par les retenues fiscales et sociales. Pour près de 70 % des fonctionnaires, l'amélioration du net à payer pourrait s'avérer dérisoire. Ce décalage entre l'annonce politique et la réalité du bulletin de paie constitue la principale fragilité de ce plan.

Le compromis plutôt que la transformation

En privilégiant des clauses d'exonération pour les entreprises ayant déjà consenti des efforts, l'État évite la double charge mais confirme son rôle d'arbitre prudent. Cette semaine économique révèle une Tunisie qui "gagne du temps". On corrige les effets de l'inflation sans toucher aux causes profondes : l'efficacité de l'administration et la soutenabilité des caisses sociales restent des zones d'ombre. La revalorisation est un soulagement nécessaire, mais elle ne saurait occulter l'absence d'un nouveau modèle salarial capable de transformer la croissance.

TUNISIE

DÉCRET N°69 DU 30 AVRIL 2026

HAUSSES SALARIALES ÉTALÉES SUR 3 ANS

TOUTES LES AUGMENTATIONS, HEURE PAR HEURE ET MOIS PAR MOIS

WMC | ANALYSE ÉCONOMIQUE

Revalorisation des salaires de base dans le secteur privé non agricole soumis au Code du travail (hors conventions collectives et statuts particuliers)

| TRAJECTOIRE PROGRESSIVE Augmentations échelonnées de 2026 à 2028 | 3 CATÉGORIES CONCERNÉES ➤ Agents d'exécution (hors SMIG) ➤ Agents de maîtrise ➤ Cadres | 2 RÉGIMES HORAIRES ➤ 48 heures / semaine ➤ 40 heures / semaine | 2026 À PARTIR DU 1 ^{ER} JANVIER 2026 | | 2027 À PARTIR DU 1 ^{ER} JANVIER 2027 | | 2028 À PARTIR DU 1 ^{ER} JANVIER 2028 | |
|---|---|--|--|----------------------------------|--|----------------------------------|--|----------------------------------|
| | | | 48H/SEMAINE | 40H/SEMAINE | 48H/SEMAINE | 40H/SEMAINE | 48H/SEMAINE | 40H/SEMAINE |
| | | | Hausse horaire (DT) | Hausse mensuelle (DT) | Hausse horaire (DT) | Hausse mensuelle (DT) | Hausse horaire (DT) | Hausse mensuelle (DT) |
| Soutenir le pouvoir d'achat sans compromettre la compétitivité des entreprises. – Décret n°69 du 30 avril 2026 | AGENTS D'EXÉCUTION (hors SMIG) | | 0,174 à 0,224 36,192 à 46,592 | 0,174 à 0,224 30,159 à 38,826 | 0,183 à 0,235 38,064 à 48,880 | 0,183 à 0,235 31,720 à 40,733 | 0,192 à 0,247 39,936 à 51,376 | 0,192 à 0,247 33,280 à 42,813 |
| | AGENTS DE MAÎTRISE | | 0,256 53,248 | 0,256 44,373 | 0,269 55,952 | 0,269 46,627 | 0,282 58,656 | 0,282 48,880 |
| | CADRES | | 0,335 69,680 | 0,335 58,066 | 0,352 73,216 | 0,352 61,013 | 0,370 76,960 | 0,370 64,133 |

Soutenir le pouvoir d'achat sans compromettre la compétitivité des entreprises.
– Décret n°69 du 30 avril 2026

Jeunes de moins de 18 ans : minimum 85% des augmentations.

Exclusion : entreprises ayant déjà accordé des hausses générales équivalentes ou supérieures la même année (hors promotions).

Tâche / pièce / production : augmentations calculées selon les normes de production habituelles.

Sanctions : amendes prévues par l'article 3 de la loi n°27 de 1966 relative au Code du travail.

EN BREF | HAUSSES ÉTALÉES SUR 3 ANS | JUSQU'À +51 DT/MOIS POUR LES AGENTS D'EXÉCUTION (48H) EN 2028 | JUSQU'À +77 DT/MOIS POUR LES CADRES (48H) EN 2028 | IMPACT MAÎTRISÉ, POUVOIR D'ACHAT PARTIELLEMENT SOUTENU

SOURCE : DÉCRET N°69 DU 30 AVRIL 2026

Hausse des salaires dans la fonction publique |

Un pansement social qui évite le vrai débat



La Tunisie vient, une fois encore, de choisir la voie du compromis. Avec le décret n°64 du 30 avril 2026, l'État accorde une augmentation salariale aux agents des entreprises et établissements publics, étalée sur trois ans. Une décision attendue, presque inévitable, dans un contexte de pression

sociale croissante. Mais aussi une décision révélatrice d'un malaise plus profond : notre incapacité collective à affronter les vraies réformes. Une réponse sociale... minimale

Soyons clairs : ces augmentations — entre 90 et 120 dinars mensuels

selon les catégories — ne sont pas négligeables pour les bénéficiaires. Dans un pays où le pouvoir d'achat est laminé par l'inflation, toute revalorisation est la bienvenue.

Mais il faut aussi dire ce qu'elles sont réellement : une réponse minimale à une situation maximale. Un ajustement technique face à une crise structurelle du revenu.

Car derrière les chiffres, une réalité s'impose : le salaire public tunisien a perdu, au fil des années, une part significative de sa valeur réelle. Et ce décret ne corrige qu'à la marge cette dérive.

Une ingénierie budgétaire qui contourne le problème

Le choix de verser ces augmentations sous forme de prime non intégrée aux avantages annexes est révélateur. Il ne s'agit pas d'une simple décision technique, mais d'un acte politique.

En clair : l'État augmente... sans augmenter vraiment.

Cette mécanique permet de limiter

■ DOSSIER | Augmentations Salariales

l'impact sur la masse salariale, d'éviter l'effet boule de neige, et de rassurer les bailleurs de fonds. Mais elle traduit aussi une forme d'évitement : celui de la réforme en profondeur du système de rémunération publique.

On gagne du temps. On n'en change pas la logique.

- [Tunisie : tout savoir sur les hausses salariales dans le privé \(2026-2028\)](#)
- [Tunisie : Toutes les augmentations salariales 2026-2028 \(secteurs non soumis à des conventions\)](#)
- [Hausse du SMIG 2026 : bonne nouvelle sociale ou illusion salariale en Tunisie - Tous les détails des augmentations](#)
- [Hausse du SMAG agricole : une revalorisation graduelle face à une équation sociale complexe](#)
- [Salaires dans la fonction publique en Tunisie : Primes revalorisées, montants et calendrier détaillés \(2026-2028\)](#)
- [Salaires des magistrats : une vraie revalorisation ou un compromis ?](#)

Le prix du non-choix

Le problème n'est pas cette hausse. Le problème, c'est ce qu'elle ne règle pas.

La Tunisie continue de fonctionner avec un modèle où :

- la masse salariale publique reste élevée,
- la productivité demeure insuffisante,
- la croissance ne suit pas.

Dans ce contexte, toute augmentation, même modérée, pose une question simple : qui paie ?

À court terme, la réponse est claire : le budget de l'État, déjà sous pression. À moyen terme, c'est l'ensemble de l'économie qui en supporte le coût, à travers l'endettement, la fiscalité ou l'inflation.

Une stratégie du court terme

Le gouvernement dirigé par Sara Zaafrani Zenzri n'a, en réalité, que peu de marges de manœuvre. Face à une société sous tension, ne rien faire aurait été politiquement risqué.

Mais faire "un peu" n'est pas faire "mieux".

Cette stratégie de petits ajustements successifs, validée au sommet de l'État par Kaïs Saïed, permet de contenir les urgences sans affronter les choix difficiles. Elle stabilise le présent, au prix d'une incertitude accrue pour l'avenir.

Le vrai débat : quel État, pour quelle économie ?

La question centrale reste entière : quel modèle de rémunération publique voulons-nous ?

Peut-on continuer à augmenter les salaires sans repenser :

- la taille de l'administration,
- l'efficacité des services publics,
- le lien entre rémunération et performance ?

Peut-on soutenir le pouvoir d'achat sans relancer durablement la création de richesse ?

À force d'éviter ces questions, le risque est de s'enfermer dans une spirale : celle d'un État qui dépense pour compenser ses propres insuffisances.

Un choix par défaut

Ce décret n'est ni une erreur, ni une solution. C'est un choix par défaut.

Un choix dicté par l'urgence sociale, contraint par la réalité budgétaire, et limité par l'absence de vision structurelle.

La Tunisie ne manque pas de diagnostics. Elle manque de décisions.

Et tant que cette équation ne sera pas résolue, chaque augmentation salariale restera ce qu'elle est aujourd'hui : un pansement. Pas un remède.

BRAND CONTENT

CONTENU DE MARQUE

BH ASSURANCE

HORIZON

4 Conseils pour bien préparer votre retraite

La fin d'une carrière professionnelle, cela s'anticipe dès maintenant. Disposer d'une solide épargne, c'est capital en prévision de la retraite. Quel que soit votre profil d'épargnant, il est possible de souscrire à l'assurance Epargne Retraite Horizon de BH Assurance. Un complément de retraite adapté à tous les niveaux de vie avec des opportunités de cotisation pour fructifier son épargne par des placements financiers à un taux de rendement des plus avantageux.

Avec Epargne Retraite Horizon, vous pouvez commencer votre plan avec une prime périodique minimale de 50 DT par mois et bénéficier des avantages fiscaux à court et long terme. Le produit d'assurance vie Horizon Assurance vous permet de bien fructifier votre épargne sur toute la durée du contrat et également de profiter de son rendement de profitabilité.

مشارك مقترح

Commencez à épargner au plus tôt

Par définition, l'Epargne Retraite ne se constitue pas au tout dernier moment. Dans l'idéal, elle se prépare même sur le très long terme. Il n'est donc jamais trop tôt pour commencer à mettre régulièrement de l'argent de côté pour votre retraite.

SMEDI



Le Groupe SMEDI dont la société mère est SMEDI International (Service Médical International), est une société de services médicaux à capitaux privés fondée en 2007. Présente dans une dizaine de pays, SMEDI s'est imposée au cours de la dernière décennie comme un acteur majeur, professionnel et fiable dans les soins à l'étranger, offrant des services d'assistance, de facilitation et de conciergerie médicale en Afrique, au Moyen-Orient et probablement dans le monde entier.

(comme les centres de convalescence et les résidences pour seniors), la conception et la réalisation de structures hospitalières, ainsi que le tourisme et les voyages.

SMEDI CARE est le leader en Tunisie et probablement en Afrique dans le domaine de l'assistance, de la facilitation et de la conciergerie médicale. L'entreprise assure des services qui rendent le parcours de soins des patients sans faute, réus-

Le Groupe SMEDI comprend quatre sociétés principales : SMEDI Care, SMEDI Nursing et ses filiales, SMEDI Invest, et SAFAR Tourisme & Voyages. Il intervient dans plusieurs secteurs d'activité, notamment la gestion et l'optimisation des parcours de soins, la réalisation et l'exploitation de structures d'hébergement médicalisé.



البنك التونسي
BANQUE DE TUNISIE

Pack Aziz Fi Bledi

Vous êtes un tunisien résidant à l'étranger, et vous attendez de votre banque en Tunisie qu'elle vous offre des produits et services simples, pratiques et économiques? Découvrez le pack «Aziz fi bledi» pour gérer votre argent en toute tranquillité et avec des avantages tarifaires exceptionnels dont la gratuité des frais de virements reçus de l'étranger.

- Un accès BTNET.
- Un compte de dépôt optionnel.

Avantages Exclusifs:

- En souscrivant le pack «Aziz fi bledi», vous bénéficiez des avantages suivants:
 - Une économie de 30% sur le tarif standard des produits et services du Pack
 - La gratuité des frais de virements reçus de l'étranger
 - La gratuité des frais de virements inter comptes
 - La gratuité de vos retraits initiés par vos cartes sur tout le réseau BT
 - Un accès à distance et sécurisé pour le suivi et la gestion de vos comptes via BTNET.

Les Produits et services du Pack :

- Un compte en devises
- Un compte en dinars convertibles
- Un compte épargne en dinars
- Deux cartes bancaires internationales (*)

(*) rattachées à vos comptes en devises et en dinars convertibles.

Un financement de investissements en à des conditions privil

Tarifation:

En choisissant le pack fi bledi, vous profitez de la facturation économique comprenant:

- Les frais de tenue de
- Les cotisations à VISA ou MasterCard
- L'abonnement à B

Comment souscrire

Pour souscrire au FI BLEDI, il vous faut renseigner une fiche d'adhésion:

- Auprès de l'agence DE TUNISIE de

CONTENU RÉDACTIONNEL

Hausse du SMIG 2026 |

Bonne nouvelle sociale ou illusion salariale en Tunisie - Tous les détails des augmentations



La Tunisie a choisi la voie de la progressivité. Avec le décret n°67 du 30 avril 2026, les autorités instaurent une revalorisation étalée du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) sur trois ans, dans les secteurs non agricoles. Une décision qui traduit un arbitrage classique mais délicat : répondre à l'érosion du pouvoir d'achat sans déséquilibrer davantage des finances publiques déjà sous tension.

Une trajectoire salariale en trois temps

Le dispositif repose sur une montée en charge progressive, avec des hausses annuelles clairement calibrées.

À partir du 1er janvier 2026

Mensuel :

- 48h/semaine : **554,736 dinars**
- 40h/semaine : **470,251 dinars**

Horaire :

- 48h/semaine : **2,667 dinars**
- 40h/semaine : **2,713 dinars**

À partir du 1er janvier 2027

Mensuel :

- 48h/semaine : **582,400 dinars**
(+27,664)
- 40h/semaine : **493,304 dinars**
(+23,053)

Horaire :

- 48h/semaine : **2,800 dinars**
- 40h/semaine : **2,846 dinars**

À partir du 1er janvier 2028

Mensuel :

- 48h/semaine : **611,520 dinars** (+29,120)
- 40h/semaine : **517,571 dinars** (+24,267)

Horaire :

- 48h/semaine : **2,940 dinars**
- 40h/semaine : **2,986 dinars**

Hausse cumulée sur trois ans :

- +56,784 dinars (48h/semaine)
- +47,320 dinars (40h/semaine)
- Soit environ **+10 % sur la période**

Une réponse calibrée face à une crise du pouvoir d'achat

Dans un contexte d'inflation persistante et de stagnation des revenus réels, cette revalorisation apparaît comme un minimum social. Elle permet de préserver, à défaut de restaurer, le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes.

Mais le choix du lissage sur trois ans révèle une contrainte centrale: **l'État n'a plus de marges budgétaires immédiates**. Toute hausse brutale du SMIG aurait eu un effet domino sur :

- la masse salariale publique (via les alignements implicites),
- les coûts des entreprises,

- et les équilibres des caisses sociales.

Un signal aux entreprises... sous conditions

Le décret introduit également des mécanismes d'encadrement :

- Les salariés déjà rémunérés au-dessus du SMIG ne bénéficient pas automatiquement des augmentations
- Les travailleurs au rendement doivent être ajustés pour atteindre le minimum légal
- Les jeunes de moins de 18 ans restent à **85 % du SMIG adulte**

Autrement dit, la réforme vise à cibler les bas salaires sans déclencher une inflation généralisée des rémunérations.

Un effet indirect sur les retraites

Point notable : l'augmentation du SMIG est étendue aux pensions de retraite via la Caisse nationale de sécurité sociale. Une disposition qui élargit l'impact social du décret, mais qui renforce également la pression sur des régimes déjà fragiles.

Entre rattrapage social et limites structurelles

Au-delà des chiffres, cette réforme pose une question plus large :

celle du modèle salarial tunisien. Depuis plusieurs années, les ajustements du SMIG suivent un schéma récurrent :

hausse progressive, mais toujours en retard sur l'inflation réelle

Résultat : le SMIG joue davantage un rôle de **filet de sécurité sociale** que de véritable levier de redistribution.

Une stratégie d'équilibre... fragile

En étalant la hausse jusqu'en 2028, les autorités cherchent à gagner du temps. Le pari implicite est clair:

- stabiliser l'économie à court terme,
- espérer une reprise de la croissance,
- et éviter une spirale inflationniste.

Mais ce pari reste conditionné à une variable clé : **la capacité de l'économie tunisienne à créer de la valeur et des emplois formels**.

Sans cela, le SMIG, même revalorisé, restera un indicateur de contrainte plus que de progrès.

Une réforme prudente, techniquement maîtrisée, mais révélatrice d'un dilemme structurel : **comment augmenter les revenus dans une économie à faible croissance sans fragiliser ses équilibres ?**

Hausse du SMAG agricole |

une revalorisation graduelle face à une équation sociale complexe



Avec le décret n°66 du 30 avril 2026, la Tunisie engage une nouvelle revalorisation du salaire minimum agricole garanti (SMAG), étalée sur trois ans. Une progression par paliers – de 21,336 dinars par jour en 2026 à 23,520 dinars en 2028 – qui s’inscrit dans la continuité d’une politique d’ajustement prudente, entre impératif social et contraintes économiques.

Une hausse mesurée dans un secteur vulnérable

Le secteur agricole reste l’un des plus exposés aux fragilités structurelles de l’économie tunisienne : faibles revenus, forte informalité, dépendance aux aléas climatiques. Dans ce contexte, toute revalorisation du SMAG

constitue un signal important, tant pour les travailleurs que pour les équilibres sociaux en milieu rural.

L’augmentation prévue – environ 10% sur trois ans – traduit toutefois une approche mesurée. Elle vise à améliorer progressivement les revenus sans déséquilibrer les exploitations agricoles, dont beaucoup évoluent déjà dans des marges étroites.

Une hausse progressive du SMAG

| Année | SMAG (dinars/jour) | Évolution |
|-------|--------------------|-----------|
| 2026 | 21,336 | — |
| 2027 | 22,400 | +1,064 |
| 2028 | 23,520 | +1,120 |

Hausse cumulée : +2,184 dinars/jour (+10,2 % environ sur 3 ans)

Une reconnaissance différenciée des compétences

Au-delà du salaire minimum, le décret introduit un levier plus qualitatif : la prime technique, accordée aux travailleurs spécialisés et qualifiés.

Une reconnaissance différenciée des compétences

Ce mécanisme marque une évolution notable. Il reconnaît explicitement la valeur de la qualification dans un secteur longtemps caractérisé par une rémunération peu différenciée. En filigrane, il s'agit d'encourager la montée en compétence et de mieux structurer le marché du travail agricole.

Une contrainte pour les employeurs

Pour les exploitants, cette revalorisation n'est pas sans conséquence. L'augmentation du coût du travail intervient dans un contexte déjà tendu : hausse des intrants, volatilité des prix, accès limité au financement. Le décret prévoit des sanctions

pour les employeurs ne respectant pas les nouveaux minima. Mais dans la réalité, la question de l'application effective reste posée, notamment dans un secteur où l'informalité demeure élevée.

Le risque est double : soit une compression des marges des exploitations les plus fragiles, soit un contournement des règles, au détriment des travailleurs.

Une extension aux retraités: un signal social fort

Comme pour d'autres catégories, la revalorisation du SMAG est étendue aux pensions de retraite. Une mesure qui renforce la dimension sociale du dispositif, en intégrant les anciens travailleurs agricoles souvent parmi les plus vulnérables.

Mais là encore, l'effet réel dépendra de l'évolution du

coût de la vie. Dans un contexte inflationniste, ces ajustements pourraient s'avérer insuffisants pour restaurer durablement le pouvoir d'achat.

Une réponse partielle à un défi structurel

En définitive, ce décret illustre une constante des politiques publiques tunisiennes : privilégier des ajustements progressifs plutôt qu'une réforme de fond. La revalorisation du SMAG répond à une nécessité immédiate, mais ne traite pas les déséquilibres structurels du secteur agricole.

Productivité, organisation des filières, accès au financement, formalisation de l'emploi : autant de chantiers qui conditionnent, à moyen terme, la soutenabilité de toute politique salariale.

Entre soutien social et équilibre économique

La hausse du SMAG agricole apparaît ainsi comme un compromis. Elle améliore les revenus à la marge, sans bouleverser les équilibres existants. Mais elle souligne aussi les limites d'une approche graduelle face à des défis profonds.

Car au-delà des chiffres, la question reste entière : comment revaloriser durablement le travail agricole dans une économie sous contrainte, sans fragiliser davantage ceux qui la font vivre ?

Travailleurs spécialisés

| Année | Prime (dinars/jour) | Évolution |
|-------|---------------------|-----------|
| 2026 | 1,138 | — |
| 2027 | 1,195 | +0,057 |
| 2028 | 1,255 | +0,060 |

Travailleurs qualifiés

| Année | Prime (dinars/jour) | Évolution |
|-------|---------------------|-----------|
| 2026 | 2,140 | — |
| 2027 | 2,247 | +0,107 |
| 2028 | 2,359 | +0,112 |

Cette prime s'ajoute au SMAG pour chaque journée nécessitant qualification ou spécialisation.



HORS-SÉRIE

ÉPARGNE & PLACEMENTS

EN TUNISIE



Salaires dans la fonction publique en Tunisie |

Primes revalorisées, montants et calendrier détaillés (2026-2028)



Tunis, 30 avril 2026 – Le gouvernement tunisien franchit une nouvelle étape dans la gestion de la masse salariale publique. Par le **décret n°63 du 30 avril 2026**, signé par le président Kais Saied, l'État met en place un programme de revalorisation des rémunérations des agents publics, étalé sur trois ans, de 2026 à 2028.

Une augmentation ciblée via les primes

Contrairement à une revalorisation directe des salaires de base, l'exécutif a opté pour une approche plus ciblée : **l'augmentation des primes spécifiques**. Cette stratégie permet de moduler l'effort budgétaire tout en tenant compte des particularités des métiers et des fonctions.

Le décret prévoit ainsi la révision à la hausse d'un large éventail de primes : gestion et exécution, enseignement, recherche, ingénierie, santé, contrôle administratif, services judiciaires ou encore action sociale.

Cette approche traduit une volonté de **différenciation fonctionnelle**, visant à valoriser certaines compétences ou contraintes spécifiques, notamment dans les

secteurs à forte technicité ou à responsabilité élevée.

Des montants progressifs selon les catégories

Le dispositif repose sur une grille d'augmentation mensuelle différenciée selon les catégories administratives :

- **120 dinars** pour les catégories supérieures (A1 et A2)
- **100 à 105 dinars** pour les catégories intermédiaires (A3 et B)
- **90 dinars** pour les catégories C et D
- Ces augmentations entreront en vigueur progressivement à partir du **1er janvier 2026**, avec des ajustements en 2027 et 2028.

Un impact étendu aux retraités

Autre point notable : la mesure ne se limite pas aux agents en activité. Le décret prévoit explicitement que ces revalorisations s'appliquent également aux **pensions des retraités**, conformément à la législation en vigueur.

Ce choix élargit la portée sociale de la réforme, dans un contexte marqué par l'érosion du pouvoir d'achat et les tensions inflationnistes.

Une contrainte budgétaire sous contrôle

En privilégiant les primes plutôt qu'une augmentation généralisée des salaires de base, le gouvernement cherche à **maîtriser l'impact budgétaire** de la mesure.

La masse salariale publique reste en effet l'un des principaux postes de dépense de l'État tunisien. Dans ce contexte, cette réforme apparaît comme un compromis entre :

- la nécessité de répondre aux revendications sociales,
- et l'impératif de soutenabilité des finances publiques.

Le décret introduit d'ailleurs une règle de non-cumul entre certaines primes, afin de limiter les effets d'empilement et contenir les coûts.

Un signal politique et social

Au-delà de ses implications financières, cette décision revêt

une dimension politique. Elle intervient dans un contexte de pression sociale croissante, où la question du pouvoir d'achat demeure centrale.

En étalant les augmentations sur trois ans, l'exécutif envoie un double signal :

- **un engagement à améliorer les revenus des agents publics,**
- tout en s'inscrivant dans une logique de **gestion graduelle et prudente.**

Une réforme à suivre

Reste désormais à observer les effets concrets de cette réforme sur :

- la motivation des agents publics,
- l'attractivité de certaines fonctions,
- et l'équilibre global des finances publiques.

Dans un environnement économique encore incertain, cette mesure s'inscrit comme un levier d'ajustement progressif plutôt qu'un choc immédiat.

en bref

- Décret n°63 du 30 avril 2026
- Augmentations via primes spécifiques
- **Montants** : 90 à 120 dinars/mois
- **Mise en œuvre** : 2026–2028
- Extension aux retraités
- **Objectif** : équilibre entre social et budgétaire.

Tunisie |

Tout savoir sur les augmentations salariales dans le privé (2026-2028)



Avec le décret n°68 du 30 avril 2026, la Tunisie acte une nouvelle revalorisation des salaires dans le secteur privé non agricole. Une hausse progressive de **5 % par an sur trois ans (2026-2028)**, qui s'inscrit dans une logique désormais familière : lisser l'effort budgétaire tout en envoyant un signal social minimal.

Une augmentation programmée... mais graduelle

Le mécanisme retenu repose

sur une progression cumulative des salaires de base ainsi que des indemnités de transport et de présence. Contrairement à une hausse ponctuelle, le

gouvernement opte pour une montée en charge étalée, calculée chaque année sur la base des rémunérations revalorisées de l'année précédente.

Détail des augmentations prévues

| Année | Base de calcul | Taux appliqué | Effet cumulé |
|-------|---|---------------|--------------|
| 2026 | Salaire de base actuel (grilles sectorielles) | +5 % | +5 % |
| 2027 | Salaire revalorisé 2026 | +5 % | +10,25 % |
| 2028 | Salaire revalorisé 2027 | +5 % | +15,76 % |

Hausse cumulée réelle : environ +15,8 % sur trois ans

Ce mécanisme de capitalisation des augmentations produit un effet légèrement supérieur à une simple addition des taux annuels.

Une mesure généralisée mais encadrée

Le décret couvre l'ensemble des secteurs non agricoles soumis au Code du travail et liés à des conventions collectives sectorielles. Il s'applique à tous les salariés, y compris ceux dont les rémunérations dépassent les minima conventionnels.

Mais le texte introduit une clause de neutralisation importante :

Les entreprises ayant déjà accordé des augmentations générales équivalentes ou supérieures sur la même période ne sont pas tenues d'appliquer cette revalorisation.

Une disposition qui vise à éviter les doubles charges pour certaines entreprises, notamment dans les secteurs déjà sous tension salariale.

Un équilibre fragile entre social et compétitivité

Sur le plan économique, cette hausse intervient dans un contexte délicat. La Tunisie fait face à une double contrainte :

- **Pression sociale accrue** liée à l'érosion du pouvoir d'achat

- **Marges limitées des entreprises**, déjà affectées par l'inflation et le ralentissement de l'activité

Le choix d'un étalement sur trois ans traduit une volonté d'arbitrage.

Plutôt qu'un choc immédiat sur les coûts salariaux, l'État privilégie une trajectoire progressive, plus compatible avec les capacités d'absorption du tissu économique.

Une réponse partielle à une crise plus profonde

Si la hausse cumulée de près de 16 % peut apparaître significative, elle doit être mise en perspective avec la dynamique inflationniste des dernières années. En termes réels, le gain de pouvoir d'achat pourrait rester limité.

D'autant que cette mesure ne

s'accompagne pas, à ce stade, de réformes structurelles sur :

- la productivité du travail,
- la fiscalité des entreprises,
- ou encore la formalisation de l'économie.

Un signal politique, plus qu'un tournant économique

Au-delà des chiffres, ce décret illustre une constante de la politique économique tunisienne :

Privilégier des ajustements graduels pour contenir les tensions sociales, sans bouleverser les équilibres macroéconomiques.

Un choix pragmatique, mais qui pose une question de fond :

Jusqu'où peut-on corriger les déséquilibres par des mesures paramétriques, sans s'attaquer aux racines du problème ?

en bref

- **Hausse annuelle : +5 % (2026-2028)**
- **Hausse cumulée réelle : ≈ +15,8 %**
- **Périmètre** : secteur privé non agricole (conventions collectives)
- **Clause clé** : exonération si hausses équivalentes déjà accordées
- **Impact réel** : dépendra de l'inflation et de la capacité des entreprises.



HORS-SÉRIE

RETRAITE

En Tunisie



Tunisie |

Toutes les augmentations salariales 2026-2028 (secteurs non soumis à des conventions)

TUNISIE

Des hausses salariales étalées sur trois ans

Le décret n°68 du 30 avril 2026 prévoit +5 % par an dans le secteur privé non agricole (2026-2028).

| ANNÉE | BASE DE CALCUL | TAUX APPLIQUÉ | EFFET CUMULÉ |
|-------------|---|---------------|-----------------|
| 2026 | Salaire de base actuel (grilles sectorielles) | +5 % | +5 % |
| 2027 | Salaire revalorisé 2026 | +5 % | +10,25 % |
| 2028 | Salaire revalorisé 2027 | +5 % | +15,76 % |

HAUSSE CUMULÉE RÉELLE : ENVIRON +15,8 % SUR TROIS ANS

Entrée en vigueur
1er janvier 2026

Période concernée
2026 – 2027 – 2028

Périmètre
Secteur privé non agricole

Concerne les salaires de base, indemnités de transport et de présence.

S'applique à tous les salariés des secteurs non agricoles liés à des conventions collectives.

Exclusion si l'entreprise a déjà accordé des hausses équivalentes ou supérieures.

Sanctions prévues par l'article 3 de la loi n°27 de 1966 (Code du travail).

“ Un compromis social dans un contexte économique sous haute pression.

La Tunisie ajuste ses salaires... sans rompre avec sa prudence budgétaire.

Avec le décret n°69 du 30 avril 2026, l'État met en place une revalorisation étalée sur trois ans dans le secteur privé non agricole. Un mécanisme finement calibré, où chaque dinar compte — et où chaque hausse est pesée.

Derrière la technicité apparente du texte, une réalité s'impose : la hausse est réelle, mais contenue.

Une mécanique salariale au millimètre

Dès janvier 2026, les augmentations entrent en vigueur selon une double logique : horaire et mensuelle.

Pour les **agents d'exécution**, la hausse varie entre **0,174 et 0,224 dinar de l'heure**, soit **36 à 46 dinars mensuels** pour un régime de 48 heures. En 40 heures, le gain tombe entre **30 et 38 dinars**.

Les **agents de maîtrise** bénéficient d'une hausse uniforme de **0,256 dinar par heure**, soit **53 dinars par mois (48h)** ou **44 dinars (40h)**.

Quant aux **cadres**, ils enregistrent une progression de **0,335 dinar horaire**, équivalente à **près de 70 dinars mensuels (48h)**.

Mais c'est dans la trajectoire pluriannuelle que se lit la véritable stratégie.

Une progression lente mais continue

En 2027, les hausses sont relevées:

- jusqu'à **0,235 dinar/heure** pour les agents d'exécution,
- **0,269 dinar** pour la maîtrise,
- **0,352 dinar** pour les cadres.

En valeur mensuelle, cela porte les gains à :

- **près de 49 dinars** pour les agents d'exécution,
- **56 dinars** pour la maîtrise,
- et **plus de 73 dinars pour les cadres (48h)**.

En 2028, le dernier palier pousse les augmentations à :

- **0,247 dinar/heure** pour les agents d'exécution,
- **0,282 dinar** pour la maîtrise,
- **0,370 dinar** pour les cadres.

Soit, au maximum :

- **51 dinars mensuels** pour les agents d'exécution,
- **58 dinars pour la maîtrise**,
- et **près de 77 dinars pour les cadres**.

Une montée en puissance régulière, mais sans rupture.

Le choix du gradualisme

Ce que révèle ce décret, ce n'est pas seulement une politique salariale. C'est une doctrine.

La Tunisie refuse le choc. Elle privilégie le **lissage dans le temps**, afin de :

- limiter l'impact sur les charges des entreprises,
- préserver la compétitivité,
- éviter une spirale inflationniste.

Le message est clair : soutenir les revenus, sans fragiliser le tissu productif.

Un rattrapage sous contraintes

Reste une question centrale : ces hausses suffisent-elles ?

À court terme, elles offrent un ballon d'oxygène.

Mais à moyen terme, elles peinent à compenser l'érosion du pouvoir d'achat accumulée ces dernières années.

Car la réalité est connue : *l'inflation a avancé plus vite que les salaires*.

Et le décret ne change pas ce déséquilibre structurel. Il l'amortit.

Lecture économique: stabilité contre transformation

Pour les entreprises, le dispositif offre de la visibilité.

Pour les salariés, il apporte une correction partielle.

Pour l'État, il traduit une ligne constante : **réformer sans déstabiliser**.

Mais cette stratégie comporte un risque.

À force de micro-ajustements, la perception d'un décalage entre effort consenti et attentes sociales peut s'installer. Et nourrir une tension latente.

Le signal marché

- **Prévisibilité et lisibilité sur 3 ans**
- **Impact maîtrisé sur les coûts salariaux**
- **Effet limité sur la consommation**
- **Rattrapage incomplet du pouvoir d'achat**

Conclusion

Avec ce décret, la Tunisie confirme une ligne : avancer, mais lentement.

Corriger, mais sans bouleverser. *Une stratégie de stabilité... dans une économie qui, elle, reste sous pression.*

Salaires des magistrats |

Une vraie revalorisation ou un compromis?



La Tunisie poursuit sa stratégie d'ajustement graduel des rémunérations publiques. Avec le décret n°65 du 30 avril 2026, l'État acte une augmentation des salaires des magistrats étalée sur trois ans, à raison de 120 dinars mensuels supplémentaires chaque année jusqu'en 2028 . Une décision à la fois attendue, mesurée... et révélatrice d'un équilibre

de plus en plus fragile entre impératif social et contrainte budgétaire.

Une réponse ciblée

Le choix de cibler les magistrats n'est pas anodin. Dans un contexte où la crédibilité des institutions est étroitement liée à la solidité de l'appareil judiciaire, la question de la rémunération dépasse le simple cadre social. Elle touche à l'indépendance, à l'attractivité et, in fine, à la qualité du service public de la justice.

En optant pour une hausse progressive – 360 dinars au total sur trois ans – le gouvernement envoie un signal : reconnaître l'érosion du pouvoir d'achat sans créer de choc budgétaire immédiat. Le mécanisme retenu, via la prime judiciaire, permet une mise en œuvre technique rapide tout en assurant une répercussion sur les pensions des retraités.

Une logique budgétaire prudente

Derrière cette décision, c'est une véritable ingénierie budgétaire qui

se dessine. L'étalement sur trois exercices permet de lisser l'impact sur les finances publiques, déjà sous pression. La Tunisie évolue dans un environnement contraint, marqué par un déficit persistant, une dette élevée et des marges de manœuvre limitées.

Ce type de mesure illustre une approche désormais classique : privilégier des ajustements paramétriques, graduels, plutôt qu'une refonte globale du système de rémunération publique. Une stratégie de court terme qui évite les tensions immédiates, mais reporte les arbitrages structurels.

Le risque d'un effet domino

Reste une question centrale : celle de l'équité intersectorielle. Toute revalorisation accordée à un corps aussi structurant que la magistrature est susceptible de déclencher des revendications similaires dans d'autres segments de la fonction publique.

En Tunisie, où les salaires publics ont globalement perdu en valeur réelle ces dernières années, la pression sociale reste forte. Les enseignants, les agents des entreprises publiques ou encore les cadres administratifs pourraient rapidement réclamer des ajustements comparables. Le risque est alors celui d'un effet domino difficile à contenir.

Une réponse partielle à un problème structurel

Au-delà de son caractère socialement légitime, cette mesure met en lumière une réalité plus profonde : la crise du modèle salarial public. L'érosion du pouvoir d'achat, conjuguée à une inflation persistante, fragilise l'ensemble de la fonction publique.

Dans ce contexte, une augmentation de 120 dinars par an, bien que significative à l'échelle individuelle, reste

en deçà des pertes cumulées. Elle corrige à la marge, sans traiter les déséquilibres de fond : architecture des rémunérations, productivité, soutenabilité budgétaire.

Entre nécessité sociale et prudence économique

Le décret du 30 avril 2026 s'inscrit ainsi dans une logique de compromis. Il répond à une exigence sociale immédiate tout en respectant les contraintes macroéconomiques. Mais il souligne aussi les limites d'une politique faite d'ajustements successifs.

À moyen terme, la question ne sera plus seulement celle du « combien » augmenter, mais du « comment » repenser en profondeur la rémunération publique. Car sans réforme structurelle, chaque revalorisation risque de n'être qu'un palliatif temporaire dans un système sous tension.

TUNISIE

SMIG 2026-2028: UNE HAUSSE PROGRESSIVE SUR TROIS ANS

Le décret n°67 du 30 avril 2026 fixe une revalorisation graduelle du salaire minimum dans les secteurs non agricoles.



LES NOUVEAUX MONTANTS DU SMIG

| À PARTIR DU 1 ^{ER} JANVIER | MENSUEL (en dinars) | | HORAIRE (en dinars) | |
|---|---------------------------------|---------------------------------|---|-----------------|
| | 48H/ SEMAINE | 40H/ SEMAINE | 48H/ SEMAINE | 40H/ SEMAINE |
| 2026 | 554,736 | 470,251 | 2,667 | 2,713 |
| 2027 | 582,400 +27,664 | 493,304 +23,053 | 2,800 +0,133 | 2,846 +0,133 |
| 2028 | 611,520 +29,120 | 517,571 +24,267 | 2,940 +0,140 | 2,986 +0,140 |
| HAUSSE CUMULÉE SUR TROIS ANS (2026-2028) | +56,784 DT (+10,24%) | +47,320 DT (+10,06%) | Soit environ +10% sur la période pour les deux durées de travail. | |

QUI EST CONCERNÉ ?
Les salariés âgés d'au moins 18 ans dans les secteurs non agricoles soumis au Code du travail.

POINTS CLÉS

- Le SMIG inclut la prime complémentaire provisoire.
- Les salariés au rendement doivent atteindre au moins le SMIG.
- Les moins de 18 ans doivent percevoir au moins 85 % du SMIG adulte.
- Pas d'augmentation pour les salaires déjà égaux ou supérieurs au SMIG.

SANCTIONS
Les employeurs en infraction s'exposent aux sanctions prévues par le Code du travail.

RETRAITES
La hausse du SMIG s'applique également aux pensions versées par la CNSS.

WMC LeMag

► Un équilibre délicat entre pouvoir d'achat et contraintes budgétaires.

SOURCE : DÉCRET N°67 DU 30 AVRIL 2026

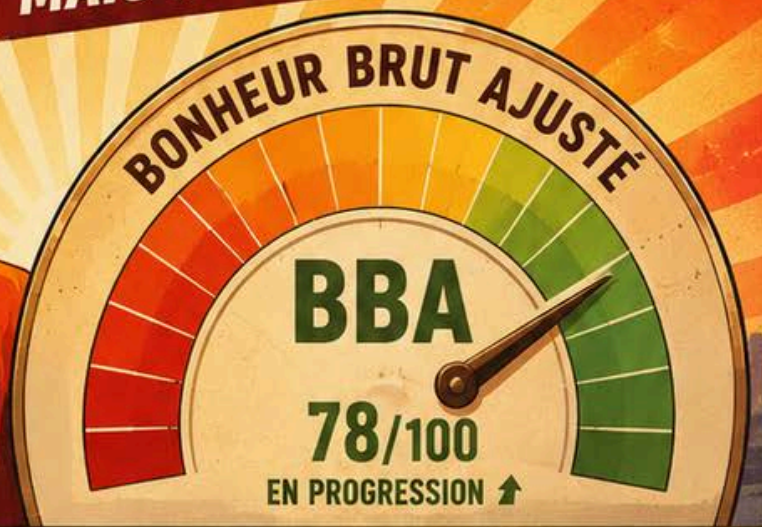
★ BBA ★

RÉPUBLIQUE DU BONHEUR ÉCONOMIQUE



AUJOURD'HUI, NOTRE RESSOURCE LA PLUS PRÉCIEUSE : VOTRE BONNE HUMEUR.

**LE BONHEUR
N'A PAS DE PRIX,
MAIS IL A UN INDICATEUR.**



PATIENCE
CITOYENNE



BONNE HUMEUR
ADMINISTRATIVE



TOLÉRANCE
AUX RÉFORMES



RÉSILIENCE
À L'INFLATION



OPTIMISME
COLLECTIF

RÉFORME N°25-05 : LE BBA AU CŒUR DE L'ACTION PUBLIQUE

Le Ministère de l'Économie Comportementale annonce la généralisation du BBA dans toutes les décisions publiques. Chaque loi, taxe, réforme ou chantier administratif sera désormais évalué selon son impact sur votre bonheur collectif. Objectif : moins de stress, plus de sens, et une croissance qui commence par le sourire. **Parce qu'un pays heureux est un pays qui avance.**

ET VOUS, COMMENT ALIMENTEZ-VOUS LE BBA AUJOURD'HUI ?



UN GESTE
POSITIF ?



UNE IDÉE
MALIGNE ?



UN MOMENT
DE PARTAGE ?



UNE DOSE
D'OPTIMISME ?

★ PARTAGEZ VOTRE IDÉE
#BBA2025

ENSEMBLE, FAISONS
GRIMPER LE BONHEUR !



Entre salaire brut et salaire net |

Le mirage des augmentations salariales



Dans une lecture critique des chiffres annoncés sur l'augmentation des salaires, le professeur d'économie Ridha Chekandali dresse un tableau différent des attentes. Il affirme que l'écart entre le salaire « brut » et le salaire « net » absorbera une grande partie de ces augmentations. Leur impact réel sur le pouvoir

d'achat des citoyens restera donc limité.

Dans une déclaration à Express FM, Chekandali a expliqué que les retenues fiscales et sociales réduiront la valeur réelle des montants annoncés. Cette baisse concernera surtout les catégories les plus représentées dans la fonction publique.

Répartition des augmentations par catégories : qui en profite ?

Selon Chekandali, les chiffres révèlent des écarts notables entre les différentes catégories de fonctionnaires sur les trois prochaines années.

Les catégories **A1** et **A2**, les plus nombreuses, représentent environ **70% des agents**. Elles seront les « moins favorisées ». Pour la catégorie **A1**, l'augmentation nette ne dépassera pas **62 dinars en 2026**. Elle atteindra un pic de **93 dinars en 2027**, avant de reculer fortement à **48 dinars seulement en 2028**. Pour la catégorie **A2**, les hausses varieront entre **67 dinars**

■ DOSSIER | Augmentations Salariales

la première année et **60 dinars** la dernière année.

Pour les catégories intermédiaires et ouvrières, le tableau est légèrement différent. Les catégories **A3** et **B** enregistreront une augmentation d'environ **100 dinars en 2026**, avant une baisse progressive au cours des deux années suivantes.

Les catégories **C** et **D** bénéficieront, pour leur part, de hausses relativement stables en **2027** et **2028**, autour de **63 dinars**, après une première progression en **2026**.

Bilan sur trois ans : une répartition contrastée

Selon cette analyse, la catégorie **A3** sera la principale bénéficiaire en **2026**. En **2028**, l'avantage relatif reviendra aux ouvriers ainsi qu'aux catégories **C** et **D**.

Sur l'ensemble de la période **2026-2028**, la catégorie **D** apparaît comme la plus avantageée. À l'inverse, les catégories **A1** et **A2** subiront un désavantage relatif marqué.

Le pouvoir d'achat face à l'inflation

Chekandali conclut que ces augmentations, malgré leur portée symbolique, resteront d'un effet limité. Elles ne permettront pas de suivre la hausse continue des prix, notamment ceux des produits de base.

Selon lui, près de **70% des fonctionnaires de l'État** ne ressentiront pas d'amélioration significative de leurs conditions de vie. Ces revalorisations risquent ainsi de n'être que des « calmants » temporaires, incapables de résister longtemps à l'érosion accélérée du pouvoir d'achat.

en bref

- **Impact réel limité** : 70% des fonctionnaires ne connaîtront pas d'amélioration concrète de leur niveau de vie.
- **Pression fiscale** : L'écart brut/net absorbe la majeure partie des revalorisations annoncées.
- **Catégories pénalisées** : Les cadres A1 et A2 sont les moins favorisés (hausse nette de seulement 48 DT pour l'A1 en 2028).
- **Gagnants relatifs** : La catégorie D (ouvriers) présente le profil le plus stable sur la période 2026-2028.
- **Érosion monétaire** : Les hausses sont jugées insuffisantes face à l'inflation des produits de base.



CONTACT US



WMC
Lemag





Le Guide
2024

Épargne retraite

Placements

Épargne

Paielements en espèces en Tunisie |

Quelles obligations pour les personnes physiques et morales en 2026 ?



La Loi de finances pour 2026 modifie le régime des paiements en espèces en Tunisie. Son article 54 abroge l'article 45 de la Loi de finances de 2019, qui imposait un paiement bancaire ou postal pour certaines transactions. Cette abrogation met fin au blocage administratif appliqué aux ventes de biens immobiliers, de véhicules et de fonds de commerce lorsque le paiement n'était pas traçable.

Personnes physiques: fin des restrictions administratives

À partir du 1er janvier 2026, les personnes physiques peuvent régler en espèces l'achat d'un bien immobilier, d'un véhicule ou d'un fonds de commerce, sans plafond mentionné dans le texte source.

Sous le régime de l'article 45, instauré en 2019, ces opérations devaient obligatoirement mentionner les références du paiement. Le contrat devait indiquer un chèque, un virement ou une lettre de change. En l'absence de ces mentions, ou en cas de paiement en espèces supérieur à 5 000 dinars, l'administration pouvait bloquer la chaîne de formalisation.

Les municipalités ne procédaient pas à la légalisation des signatures. Les recettes des finances refusaient l'enregistrement des contrats. Les autorités chargées de la transcription de propriété ne pouvaient pas effectuer la mutation. Les notaires ne pouvaient pas établir d'actes authentiques sans preuve d'un paiement traçable.

L'abrogation de l'article 45 supprime ces obstacles. La légalisation, l'enregistrement et la mutation ne dépendent plus du mode de paiement pour les transactions concernées. La réforme est présentée comme une mesure de simplification administrative. Elle vise aussi à faciliter l'accès aux services publics pour les personnes non bancarisées.

- [Loi de finances 2023 : texte complet en français](#)

Personnes morales : maintien d'un régime fiscal répressif

La suppression des restrictions administratives ne met pas fin aux obligations applicables aux entreprises et aux professionnels. Les personnes morales restent soumises à un dispositif fiscal spécifique lorsque des paiements ou encaissements en espèces atteignent certains seuils.

Toute entreprise ou personne morale qui règle en espèces des biens, des services ou des produits pour un montant égal ou supérieur à 5 000 dinars, toutes taxes comprises, s'expose à une amende fiscale administrative de 20 % du montant payé. Le texte source précise que cette amende comporte un minimum forfaitaire de 2 000 dinars.

Cette règle concerne l'acheteur professionnel. Elle vise à limiter l'usage de liquidités dans les opérations d'exploitation. Elle s'inscrit dans le dispositif répressif réintroduit par la Loi de finances 2023 et maintenu en 2026.

- [Loi de finances 2026 : comment lire les 110 articles par grands axes ?](#)

Fournisseurs : une obligation de déclaration

Les fournisseurs professionnels conservent aussi une obligation déclarative. Lorsqu'ils encaissent en espèces des montants supérieurs ou égaux à 5 000 dinars hors taxe, ils doivent déclarer l'identité des clients et les montants recouverts dans la déclaration d'employeur annuelle.

Le défaut de déclaration entraîne une amende de 8 % du montant encaissé. Ce mécanisme permet à l'administration fiscale de recouper les informations entre fournisseur et acheteur.

La réforme de 2026 distingue ainsi deux régimes. Les personnes physiques retrouvent une liberté de paiement pour certaines acquisitions. Les personnes morales restent, elles, exposées à des sanctions fiscales en cas d'usage d'espèces dans les opérations professionnelles.

en bref

- **Libération** : Abrogation de l'article 45 (LF 2019) ; fin du blocage administratif des contrats non bancarisés.
- **Particuliers** : Possibilité de régler immobilier, véhicules et fonds de commerce en espèces dès le 1er janvier 2026.
- **Sanctions Corporate** : Maintien de l'amende de 20 % pour les personnes morales réglant $\geq 5\,000$ DT en cash.
- **Recoupement** : Obligation pour les fournisseurs de déclarer l'identité des clients «cash» (seuil 5 000 DT HT).
- **Cible** : Mesure de simplification pour les non-bancarisés, mais maintien de la pression sur le secteur formel.

Enregistrer un contrat de plus de 10 ans en Tunisie



L'enregistrement tardif d'un acte sous seing privé est une procédure courante, mais elle s'apparente souvent à un parcours d'obstacles juridiques et financiers. En Tunisie, le Code des Droits d'Enregistrement et de Timbre (CDET) n'interdit

pas l'enregistrement après dix ans, mais il en renchérit considérablement le coût.

La barrière financière : Droits et pénalités

Le délai légal pour enregistrer un contrat est de 60 jours. Passé ce cap, l'administration fiscale applique des pénalités de retard.

Pour un contrat vieux de dix ans, le montant des amendes peut parfois évaluer, voire dépasser, le principal des droits d'enregistrement.

Conseil : Avant toute démarche, demandez une simulation à la Recette des Finances pour évaluer le coût total (Droits simples + pénalités de retard).

L'enjeu de la "Date Certaine"

Selon l'article 450 du COC, un contrat sous seing privé n'a de valeur légale envers les tiers qu'à partir de sa "date certaine". L'enregistrement est le moyen le plus sûr de l'acquérir. Après dix ans, cette formalité est cruciale pour :

- Opposer le contrat à une administration ou un héritier.
- Servir de preuve dans un litige judiciaire.
- Justifier l'antériorité d'un droit face à un créancier.

Le couperet de la prescription

En droit tunisien, l'action en justice dérivant d'une obligation se prescrit généralement par 15 ans (Art. 402 du COC). Si votre contrat a 10 ans, il vous

reste théoriquement 5 ans pour agir. Attention toutefois aux prescriptions courtes (5 ans pour les loyers ou les créances commerciales). Enregistrer un contrat déjà prescrit n'aura aucun effet de "résurrection" juridique de l'obligation.

Risques immobiliers et fonciers

C'est le point le plus critique. Si le contrat concerne un bien immobilier :

Titres immatriculés : L'enregistrement ne suffit pas. Si entre-temps un tiers a inscrit un droit sur le titre foncier à la CPF (Conservation de la Propriété Foncière), votre contrat de 10 ans devient caduc face à lui.

Conflit de propriété : Vérifiez qu'aucune vente ultérieure n'a été enregistrée sur le même bien durant la décennie écoulée.

en bref

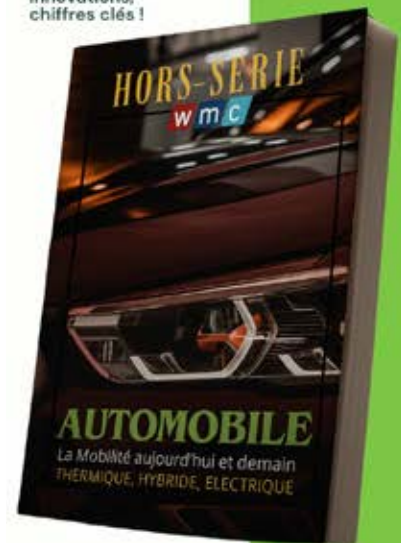
- **Faisabilité :** Oui, tant que l'acte est original et lisible.
- **Coût :** Élevé (cumul de 10 ans de pénalités de retard).
- **Validité :** Vérifier que l'obligation n'est pas prescrite (délai de 15 ans).
- **Sécurité :** Consulter un avocat pour s'assurer que l'acte n'est pas devenu inopposable suite à des inscriptions foncières tierces.

Recommandation : Ne procédez à l'enregistrement que si l'intérêt juridique (protection d'un droit, action en justice) justifie l'investissement fiscal.

Nouveau
AUTOMOBILE
2025

Thermique,
Hybride,
Electrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com

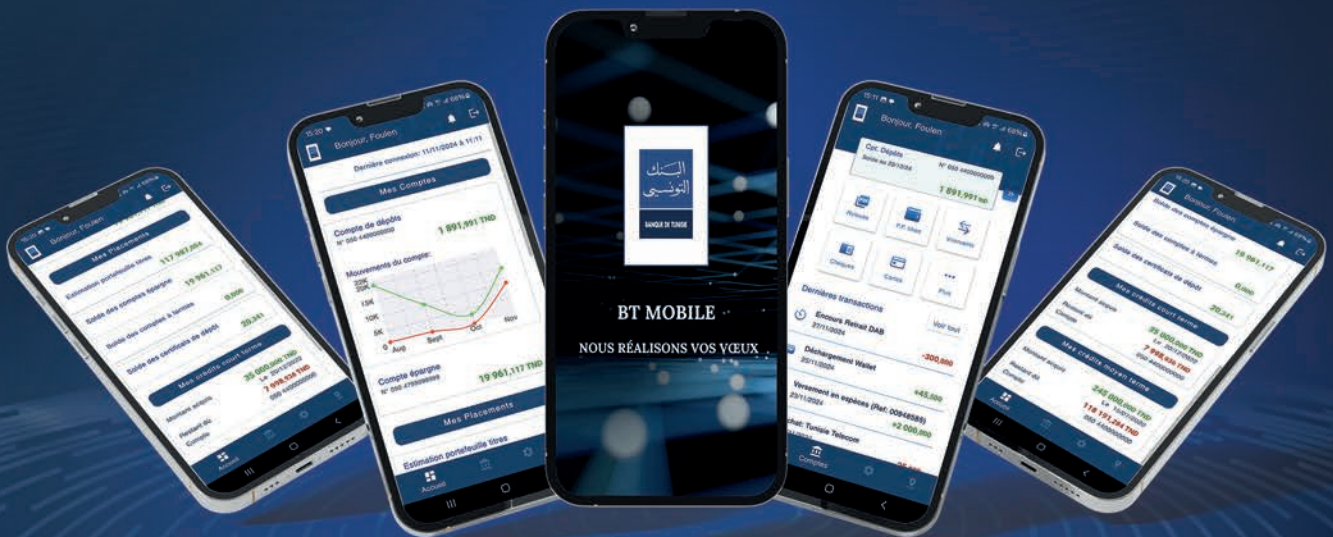


Nouvelle application BT Mobile

البنك
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

Plus rapide, plus intuitive, plus connectée.



Les fonctionnalités essentielles

- Connexion biométrique
- Dashboard adapté
- Virements instantanés
- Edition et partage du RIB/IBAN
- Souscription et gestion SICAV

Nouvelles fonctionnalités ¹

- Gestion des wallets BT MPAY
- Consultation et partage des relevés bancaires PDF
- Suivi des demandes de chéquier et des virements reçus
- Gestion des dossiers de scolarité

Download on the
 **App Store**

GET IT ON
 **Google Play**

Qu'est-ce que le Besoin en fonds de roulement ?



Le besoin en fonds de roulement, souvent appelé BFR, mesure l'argent dont une entreprise a besoin pour financer son activité courante. Il correspond au décalage entre les encaissements des clients et les décaissements liés aux fournisseurs, aux stocks et aux charges d'exploitation.

Définition approfondie

Le BFR est un indicateur central

de la gestion financière d'une entreprise.

Il traduit le besoin de trésorerie nécessaire pour faire fonctionner l'activité au quotidien.

Une entreprise doit souvent acheter des marchandises, produire, stocker et payer ses fournisseurs avant d'être payée par ses clients.

Ce délai crée un besoin de financement.

Plus les stocks sont importants et plus les clients paient tard, plus le BFR augmente.

À l'inverse, si l'entreprise encaisse rapidement et paie ses fournisseurs plus tard, son BFR diminue.

Le BFR permet donc d'évaluer la qualité de la gestion du cycle d'exploitation.

Pourquoi cette notion est importante ?

Le BFR est important car il influence directement la trésorerie. Une entreprise rentable peut connaître des difficultés si elle manque de liquidités pour financer son activité courante.

Dans l'économie, le BFR montre comment les délais de paiement pèsent sur les entreprises.

Dans la finance, il permet d'analyser la solidité financière d'une société.

Dans la gestion d'entreprise, il aide à piloter les stocks, les créances clients et les dettes fournisseurs.

Pour un investisseur, un BFR mal maîtrisé peut signaler une pression future sur la trésorerie.

Exemple concret

Une entreprise vend des meubles. Elle achète du bois, paie ses salariés et stocke les produits finis. Ses clients professionnels règlent leurs factures à 60 jours. Pendant ce temps, l'entreprise doit payer une partie de ses fournisseurs et financer ses stocks.

Même si ses ventes sont bonnes, elle doit disposer d'argent pour couvrir ce décalage. Ce montant correspond à son besoin en fonds de roulement.

Comment cela fonctionne?

Le BFR repose principalement sur plusieurs composantes :

- Les stocks : marchandises, matières premières ou produits finis immobilisent de l'argent.
- Les créances clients : sommes

dues par les clients après une vente.

- Les dettes fournisseurs : sommes que l'entreprise doit à ses fournisseurs.

- Les délais de paiement : plus ils sont longs côté clients, plus le BFR augmente.

- Le cycle d'exploitation : durée entre l'achat, la production, la vente et l'encaissement.

La formule simplifiée est :

$$\text{BFR} = \text{Stocks} + \text{Créances clients} - \text{Dettes fournisseurs}$$

Les avantages

- Permet d'anticiper les besoins de trésorerie.
- Aide à mieux gérer les stocks et les délais de paiement.
- Donne une vision concrète de la santé financière à court terme.
- Sert d'indicateur clé pour les banques et les investisseurs.

Les limites ou risques

- Un BFR élevé peut créer des tensions de trésorerie.
- Une hausse rapide du BFR peut accompagner une croissance mal financée.
- L'indicateur varie fortement selon les secteurs d'activité.
- Une lecture isolée du BFR ne suffit pas à juger la solidité d'une entreprise.

Où rencontre-t-on cette notion ?

On rencontre le BFR dans l'analyse financière des entreprises, les bilans comptables, les demandes de financement bancaire, les plans de trésorerie et les diagnostics de gestion.

Il est particulièrement suivi dans le commerce, l'industrie, la distribution, le bâtiment et toutes les activités où les stocks et les délais de paiement jouent un rôle important.

en bref

À retenir

- Le BFR mesure le besoin de financement du cycle d'exploitation.
- Il augmente lorsque les stocks ou les créances clients progressent.
- Il diminue lorsque l'entreprise encaisse plus vite ou obtient de meilleurs délais fournisseurs.
- Un BFR mal maîtrisé peut fragiliser une entreprise, même rentable.

ils Ont Dit

Éducation financière

« En investissant dans l'éducation financière, nous investissons dans l'autonomie économique des citoyens, l'inclusion durable et la stabilité du système financier. » - Fethi Zouhaier Nouri - BCT



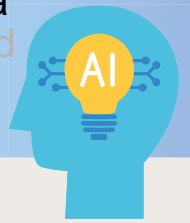
Numérisation

« Une administration entièrement numérisée à l'horizon 2026 représente un puissant moteur pour accroître l'efficacité des services publics, lutter contre la corruption et améliorer le climat des affaires. » Sarra Zaâfrani Zenzri - Chef du Gouvernement



Intelligence artificielle

« Ce dispositif vise à structurer et à unifier les données relatives au marché de l'emploi et à exploiter les technologies de l'intelligence artificielle pour élaborer des tableaux de bord d'aide à la décision. » - Riadh Chaoued



Immobilier

« Nous sommes passés d'un marché de besoin de logement à un marché de placement refuge. » IACE



Réformes

« La Tunisie doit aujourd'hui choisir entre un programme de réformes assumé, un contrat social renouvelé et un partenariat clair avec le secteur privé, ou poursuivre un modèle hybride où l'économie réelle se dissout dans le cash. »



« En Tunisie, la vraie banque centrale... c'est le souk informel. »



Musée Safia Farhat |

une exposition collective de plus de 20 artistes autour du thème « Palimpseste et anticipation »



Plus de 20 artistes plasticiens tunisiens dévoileront leurs œuvres au Musée Safia Farhat - Centre des Arts Vivants de Radès, lors du vernissage prévu le 10 mai 2026 à 11h, au menu d'une exposition collective placée sous le slogan " Palimpeste et anticipation ". Ce rendez-vous avec les arts réunira, jusqu'au 30 mai, les créations des artistes Baker Ben Fredj, Sonia Ben Slimane, Oumeima Ben Soltane, Alaeddine Boutaleb, Amel Bouslama, Amar Briki, Najet Dhahbi, Dhia Dhibi, Hela Djobbi, Slim Drissi, Aicha Filali, Emna Ghezaiel, Adnen Haj Sassi, Amine Inoubli, Imed Jemaiel,

Halim Karabibene, Raouf Karray, Sadri Khiari, Ibrahim Mátouss, Atef Mataallah, Insaf Saada, Nabil Saouabi et Walid Zouari.

Cette exposition collective voudrait « présenter des lectures du monde mêlent plusieurs référents, plusieurs niveaux de sens, renvoyant à des strates multiples, certaines largement révolues, d'autres encore perceptibles sous forme de traces, mais toutes conditionnant celles qui leur succèdent. Le palimpseste résume cet empilement de significations où le passé affleure sous le présent ».

« L'art palimpseste interroge le passage du temps, la trace et l'identité ». En effet, ces couches ne concernent pas seulement les œuvres ou l'environnement matériel. Elles nous constituent aussi, comme individus et comme société, et il est difficile de s'en défaire même si cette sédimentation alourdit notre être-au-monde. Multiplier les strates, ou sauter à pieds joints dans un autre espace-temps, c'est ce à quoi les artistes projeteront leur vision dans cette nouvelle exposition, soulignent les organisateurs.

Le réveil de l'héritage andalou |

Quand le patrimoine devient levier d'attractivité urbaine



Entre illumination des façades iconiques et rythmes soufis, la 35^{ème} édition du Mois du patrimoine a transformé Tunis en un laboratoire à ciel ouvert. En plaçant l'héritage morisque au cœur de "La Route des Andalous", la Tunisie ne célèbre pas seulement son passé : elle réinvente son urbanisme et son offre touristique par le prisme de l'architecture.

La Route des Andalous : Un itinéraire de mémoire vive

Le coup d'envoi de l'étape tunisoise de "La Route des Andalous" marque une étape cruciale dans la valorisation du legs morisque. Sous l'égide de la ministre des Affaires culturelles, Amina Srarfi, cette manifestation dépasse la simple commémoration. L'intervention de l'expert Ahmed Hamrouni sur quatre siècles de présence morisque en Tunisie a rappelé que cet héritage n'est pas une strate

■ CULTURE

fossilisée, mais un moteur de l'identité architecturale nationale. Des Souks de la Médina à Bab Bhar, le patrimoine est redevenu un espace de dialogue social.

L'économie de la lumière : sublimer l'actif architectural

L'un des points d'orgue de cette édition réside dans la stratégie d'illumination portée par l'AMVPPC. En projetant la lumière sur les façades du Théâtre municipal, de la cathédrale Saint-Vincent-de-Paul et de l'Institut national de musique, les

autorités culturelles pratiquent un "city branding" efficace. Cette mise en valeur esthétique ne se limite pas au plaisir visuel ; elle transforme des bâtiments historiques en pôles d'attraction nocturnes, prolongeant l'activité économique de la cité et captant l'intérêt d'un flux touristique en quête d'authenticité.

Culture et technologie : Le mapping comme nouveau narratif

La modernité s'est invitée à Bab Bhar via le spectacle de mapping vidéo de Nour Jallouli

et Haïfa Mediouni. En fusionnant l'art numérique avec les pierres séculaires, la Tunisie modernise son discours patrimonial. Ce mariage entre le spectacle vivant — porté par les artistes Aïda Niaïti et Sami Dorbez — et les nouvelles technologies crée une expérience immersive indispensable pour séduire les nouvelles générations. Le succès populaire de ces festivités confirme que le patrimoine, lorsqu'il est vivant, reste le premier vecteur de cohésion sociale et de rayonnement international.



L'adieu au Maestro |

Abdelwahab Doukkali, l'âme mélodique du Maroc s'éteint



Le Maroc s'est réveillé ce samedi avec le cœur lourd. Abdelwahab Doukkali, architecte infatigable de la chanson marocaine moderne et figure de proue du patrimoine musical arabe, s'est éteint le vendredi 8 mai 2026 à Casablanca. À 85 ans, celui qui fut à la fois compositeur, luthiste de génie et peintre de l'émotion, laisse derrière lui un vide immense, mais une œuvre qui continuera de résonner comme l'hymne d'une nation en pleine mutation culturelle.

La fin d'une ère à Casablanca

L'annonce, confirmée par l'agence MAP et les proches

de l'artiste, a plongé le pays dans le recueillement. Décédé dans une clinique privée de la métropole économique, Abdelwahab Doukkali luttait depuis plusieurs mois contre la maladie. Sa disparition n'est pas seulement la perte d'un chanteur; c'est la fermeture d'un chapitre majeur de l'histoire artistique du Royaume, commencé à la fin des années 1950, au moment où le Maroc cherchait sa propre voix post-indépendance.

Une discographie gravée dans la mémoire collective

Depuis son premier enregistrement en 1959, Doukkali a su opérer une synthèse parfaite

entre la rigueur de la musique classique arabe et l'audace des sonorités modernes. Des chefs-d'œuvre comme « Mersoul Al Hob » — véritable passerelle culturelle entre le Maghreb et le Machrek — ou l'existentiel « Ma Ana Ila Bachar » ont transcendé les frontières. Son génie résidait dans sa capacité à raconter le Maroc profond tout en s'ouvrant à l'universalité des sentiments.

L'hommage de la Nation et du Palais

La portée de sa disparition se mesure à l'ampleur des hommages. Le Roi Mohammed VI a adressé ce samedi un message de condoléances poignant à sa famille, saluant une carrière de plus de six décennies dédiée à l'excellence. Lors de ses obsèques à Casablanca, une foule composée de dignitaires, d'artistes de toutes générations et de simples citoyens est venue saluer une dernière fois celui qui, par sa sensibilité, a su anoblir la chanson marocaine sur la scène internationale.



Le monde continue de tourner, parfois de travers, parfois à toute vitesse. Entre diplomatie surprise, climat qui surchauffe et technologies qui prennent le volant, voici ce que j'en retiens cette semaine.

Mister W.

● La claque positive

Quand la diplomatie reprend son souffle

Dans un monde où les gros titres ressemblent souvent à des bulletins d'alerte, voir deux adversaires revenir à la table des négociations relève presque de l'événement historique. Cette semaine, l'accord conclu entre les États-Unis et l'Iran pour mettre fin à plusieurs mois de tensions et rouvrir le détroit d'Ormuz a constitué un rare moment de respiration géopolitique. Le G7 a lui-même salué cette avancée, y voyant une opportunité de stabilisation dans une région stratégique pour l'économie mondiale.

Et moi qui croyais que le dialogue était passé de mode... — Mister W.

● Panique à bord

L'Europe étouffe avant même l'été

Les thermomètres s'affolent, les réseaux électriques sont sous pression et les climatiseurs tournent à plein régime. Cette semaine, une canicule précoce et particulièrement intense a frappé une large partie de l'Europe occidentale, rappelant brutalement que le changement climatique n'est plus une projection mais un rendez-vous régulier.

Le paradoxe est cruel : nous savons ce qui se passe, nous savons pourquoi cela se passe, mais nous continuons souvent à traiter l'urgence climatique comme un dossier parmi d'autres.

Le climat nous envoie des notifications. Dommage qu'on les laisse souvent en "plus tard". — Mister W.

● L'absurde en action

Les taxis sans chauffeur arrivent en ville

Pendant que certains conducteurs s'énervent dans les embouteillages, d'autres disparaissent tout simplement du véhicule. À Londres, les robotaxis ont officiellement commencé à investir les rues, lançant une nouvelle bataille commerciale autour du transport autonome.

Après les caisses automatiques, les assistants virtuels et les réunions à distance, voici donc le taxi sans conducteur. À ce rythme-là, notre prochaine conversation la plus longue sera peut-être avec notre réfrigérateur connecté.

Finalement, même les voitures veulent désormais travailler en télétravail. — Mister W.

« La semaine prochaine, on reparlera peut-être d'humains raisonnables... mais ne rêvons pas trop. » MISTER W.

Le gouvernement et la légende des singes de la sagesse



Le silence est-il devenu la seule politique économique du gouvernement tunisien ? Alors que l'inflation fragilise les fondations de la paix sociale, l'exécutif semble s'être drapé dans une posture d'inertie qui rappelle étrangement la légende

des trois singes de la sagesse. En refusant de voir, d'entendre ou de nommer la détresse des ménages, les ministres en place s'exposent à un retour de flamme que l'histoire de la Tunisie a déjà, par le passé, durement sanctionné.

La maxime des singes : une gouvernance par l'absence

L'analogie est frappante. Comme dans les préceptes de Confucius, nos responsables publics semblent s'être réparti

les rôles : le premier se couvre les yeux pour ignorer l'envolée des prix, le second les oreilles pour ne plus entendre les doléances citoyennes, et le troisième la bouche pour éviter d'engager la responsabilité de l'État. Mais ce qui était une règle de sagesse spirituelle devient, en politique de gestion de crise, un déni de réalité périlleux. Le mutisme gouvernemental ne protège plus de la précarité ; il l'accroît en laissant le champ libre à toutes les spéculations.

«L'absence de communication est perçue comme un déficit de transparence susceptible d'alimenter des tensions sociales.»

Le scandale des intermédiaires et l'érosion du pouvoir d'achat

L'économie réelle ne se gère pas avec des métaphores. Sur le terrain, l'absence de régulation se traduit par des chiffres vertigineux. Est-il concevable que les prix des fruits et légumes soient multipliés par cinq, voire par six, entre le champ et l'étalage ? Cette inflation artificielle, dopée

par une intermédiation sauvage, prospère sous le regard impassible des ministères du Commerce et de l'Agriculture. Lorsque les produits de contrebande s'écoulent librement à des prix prohibitifs sans réaction des services de la douane, c'est la légitimité même des institutions qui s'érode.

“Est-ce normal que le prix des légumes soit quintuplé en période normale par l'effet de l'intermédiation sans que l'État intervienne ?”

Entre inertie institutionnelle et pression sociale

La marge de manœuvre du gouvernement, bien que réelle, reste inexploitée. Ce déficit de transparence est perçu par la population comme une forme de mépris ou d'impuissance. Pourtant, la réalité est têtue : le coût de la vie devient insoutenable pour une large partie des Tunisiens. À l'approche de l'Aïd, l'approvisionnement et la régulation des prix des moutons constitueront un baromètre critique de la capacité de l'État à agir.

“Le peuple tunisien a été tout le long de son histoire un peuple enclin à la contestation sociale.”

L'ombre de la contestation historique

L'histoire de la Tunisie est jalonnée de mouvements sociaux nés de la faim et de l'injustice économique. Le peuple tunisien n'a jamais été spectateur de son propre malheur. En s'enfermant dans une « sagesse » de façade qui ressemble davantage à de l'inertie, le gouvernement joue avec le feu. La transition de la résignation à la contestation est souvent brutale. Sans une communication de crise transparente et des mesures concrètes contre les profiteurs de l'ombre, le message envoyé par le sommet de l'État risque de provoquer une onde de choc sociale dont personne ne sortira indemne.

Le mouton numérique!



achètera uniquement le soft ou on le louera, et tout le monde sera content au lieu de cette folie du mouton à 2 SMIG.

Car, qu'on le veuille ou non, cet acte que condamne une femme en chair et en os -la BB française- est une tradition -sunna- qui concerne toutes les religions, compte tenu du fait qu'Ismaël, à ma connaissance, est un des fils d'un prophète cité dans les 3 religions monothéistes, et d'autre part, hormis la tradition, se fait dans un environnement où la viande est entrée dans les mœurs et ne se mange pas de l'aid à l'aid comme nos grands-pères. Donc, on peut trouver une solution qui ménage la chèvre et le chou

Alors pourquoi, messieurs les concernés, ne pas réfléchir à numériser le mouton et par conséquent sauvegarder le cheptel et ne pas subir des phénomènes de pointe avec toutes ses conséquences socioéconomiques ...

Alors messieurs les informaticiens, à vos claviers, et inventez-nous le sheep-soft!

Il fallait y penser! A l'heure où tout se numérise, où on se «Smise» à tout va pour se présenter des vœux, où on se «maile» sans parfois se connaître -au Japon on est même arrivé à ce que des célibataires fassent connaissance sur le web de fiancés numériques et aillent jusqu'à avoir des aventures cybernétiques avec ces créatures octérisées-, alors qu'est-ce qui nous empêcherait d'aller fêter l'Aid avec un mouton

numérique?

On aura un mouton en 3D, un boucher à distance, une simulation de l'opération d'égorgeage avec des vrais couteaux virtuels servis en option, des odeurs de méchoui et même des osbanes grandeur nature à impulsion électromagnétique qui déclenchent le mécanisme de la digestion avec tous ses sucs gastriques. Ca sera clean et on

LE MONDE CONTINUE DE TOURNER, PARFOIS DE TRAVERS, PARFOIS À TOUTE VITESSE.

LES 3 DE LA SEMAINE DE MISTER W.

SEMAINE DU 17 AU 24 JUIN 2026

MONDE



ENTRE DIPLOMATIE SURPRISE, CLIMAT QUI SURCHAUFFE ET TECHNOLOGIES QUI PRENNENT LE VOLANT, VOICI CE QUE J'EN RETIENS CETTE SEMAINE.

1 LA CLAQUE POSITIVE QUAND LA DIPLOMATIE REPREND SON SOUFFLE

ACCORD ÉTATS-UNIS - IRAN : FIN DES TENSIONS, RÉOUVERTURE DU DÉTROIT D'ORMUZ. LE G7 SALUE UNE AVANCÉE VERS LA STABILISATION.



LES DÉSACCORDS RESTENT NOMBREUX, LES ÉQUILIBRES FRAGILES. MAIS DANS UNE ÉPOQUE OÙ LES CONFLITS S'ENRACINENT PLUS VITE QUE LES SOLUTIONS, LE DIALOGUE MÉRITE TOUJOURS UN COUP DE CHAPEAU.

ET MOI QUI CROYAIS QUE LE DIALOGUE ÉTAIT PASSÉ DE MODE...

— MISTER W.

La paix ne fait pas le buzz. Mais elle change le monde.

2 PANIQUE À BORD L'EUROPE ÉTOUFFE AVANT MÊME L'ÉTÉ

CANICULE PRÉCOCE, INTENSE, GÉNÉRALISÉE... LE CLIMAT N'EST PLUS UNE PROJECTION, C'EST UN RENDEZ-VOUS RÉGULIER.

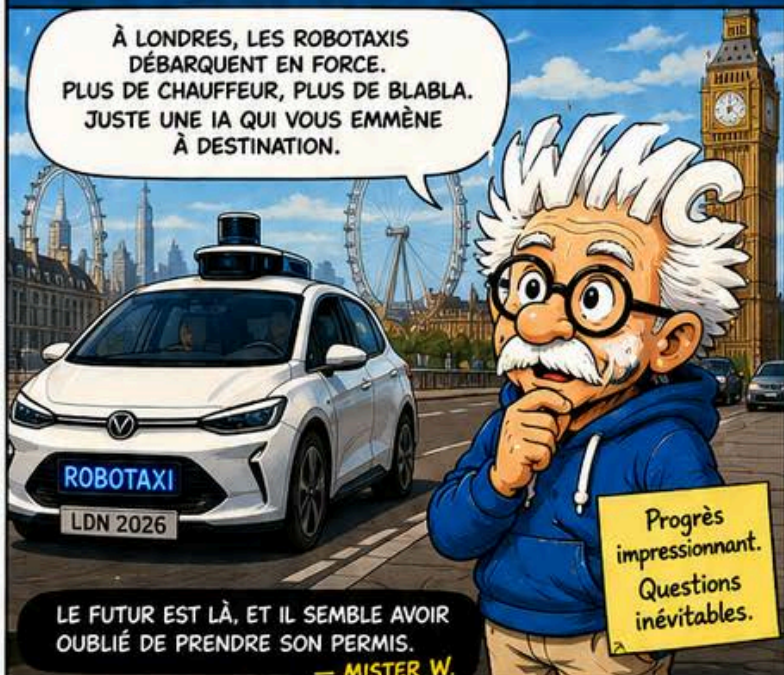


LES RAPPORTS S'ACCUMULENT, LES CONFÉRENCES AUSSI... PENDANT CE TEMPS-LÀ, LES TEMPÉRATURES, ELLES, ACCUMULENT LES RECORDS !

LE CLIMAT NOUS ENVOIE DES NOTIFICATIONS. DOMMAGE QU'ON LES LAISSE SOUVENT EN "PLUS TARD"... MISTER W.

3 L'ABSURDE EN ACTION LES TAXIS SANS CHAUFFEUR ARRIVENT EN VILLE

À LONDRES, LES ROBOTAXIS DÉBARQUENT EN FORCE. PLUS DE CHAUFFEUR, PLUS DE BLABLA. JUSTE UNE IA QUI VOUS EMMÈNE À DESTINATION.



LE FUTUR EST LÀ, ET IL SEMBLE AVOIR OUBLIÉ DE PRENDRE SON PERMIS.

— MISTER W.

Progrès impressionnant. Questions inévitables.

LE FIL ROUGE ?



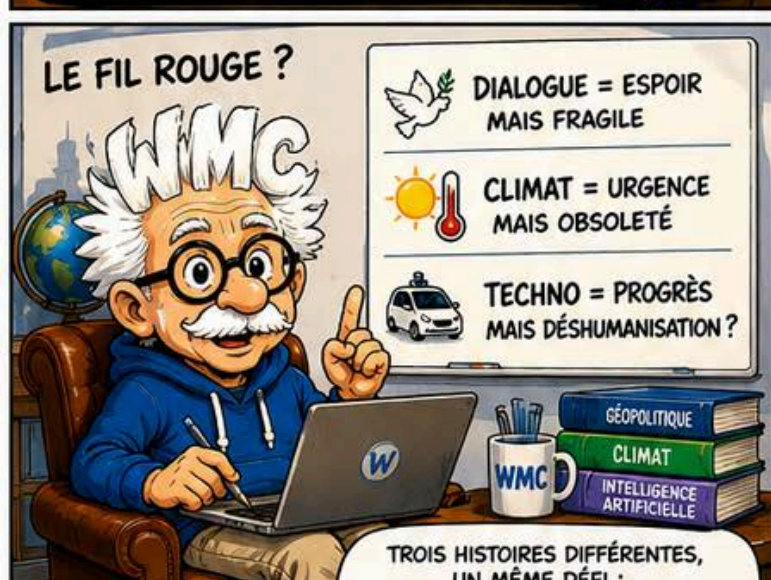
DIALOGUE = ESPOIR MAIS FRAGILE



CLIMAT = URGENCE MAIS OBSOLETÉ



TECHNO = PROGRÈS MAIS DÉSHUMANISATION ?



TROIS HISTOIRES DIFFÉRENTES, UN MÊME DÉFI.

LE MONDE N'A PAS BESOIN DE SUPER-HÉROS.

JUSTE DE PLUS DE BON SENS, DE MOINS D'ÉGO ET... DE CAFÉ !



CHAQUE SEMAINE, ON PEUT PLEURER, ON PEUT RÂLER... OU ON PEUT COMPRENDRE ET AGIR.



Chroniques du temps
d'avant

Intelligence Artificielle

LA TUNISIE QUI
GAGNE

Le 248

A suivre ...

webmanagercenter.com

Le Message de Carthage

COMMUNIQUÉ DU SÉNAT DE CARTHAGE

ARCHIVES DE BYRSA, 217 AV. J.-C.

Le Sénat annonce la publication des résultats du BAC, session principale.

Que les jeunes de Carthage récoltent aujourd'hui les fruits de leurs veilles et de leurs sacrifices.

À chacun sa victoire, à chacun son cap.

Et que ceux qui échouent se souviennent :

Hannibal a aussi traversé les Alpes avant de devenir légende.

RÉSULTATS
SESSION PRINCIPALE



CHARGEMENT...

72%

VEUILLEZ PATIENTER
LES DIEUX AUSSI VÉRIFIENT
LES COPIES.



Par ordre du Sénat de Carthage
SERVICE DES SCRIBES ET
VÉRITÉS APPROXIMATIVES



TABLEAU DES RÉSULTATS

| NOM | MENTION | DESTINATION |
|-----------|------------|-------------------|
| HANNON | BIEN | ÉCOLE DE COMMERCE |
| MÉLISSA | TRÈS BIEN | ACADÉMIE DE BYRSA |
| ADONIS | ASSEZ BIEN | ATELIER NAVAL |
| SOFONISBE | BIEN | ÉCOLE DES SCRIBES |
| MAGO | PASSABLE | À REVOIR DEMAIN |

#ByrsaExamen



ATB

البنك العربي لتونس



SAYDALI by *ATB*

**UNE OFFRE PRESCRITE POUR
FAIRE GRANDIR VOTRE ACTIVITÉ.**

www.atb.tn      





NOTRE VICTOIRE C'EST GRÂCE À VOUS.
MEILLEURE EXPÉRIENCE CLIENT NATIONALE.

VOTRE CUPRA À PARTIR DE
137 980 DT



CUPRA GARAGE AÏN ZAGHOUANE, ROUTE DE LA MARSA
CUPRA GARAGE SFAX, RUE DU 13 AOÛT, SFAX
WWW.CUPRAOFFICIAL.TN

CUPRA

